CL 131/2

F

Octobre 2006

منظمة الأغذية والزراعة للأمم المتحدة

联合国粮食及农业组织

Food and Agriculture Organization of the United Nations

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture

Organización de las Naciones Unidas para la Agricultura y la Alimentación

CONSEIL

Cent trente et unième session

Rome, 20 – 25 novembre 2006

SITUATION DE L'ALIMENTATION ET DE L'AGRICULTURE 2006

Table des matières

	Paragraphes
I. INTRODUCTION	1 - 2
II. LE POINT SUR LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE	3 - 17
A. TENDANCES EN MATIÈRE DE SOUS-ALIMENTATION	3 - 7
B. SITUATIONS D'URGENCE ET AIDE ALIMENTAIRE	8 - 10
C. AIDE ALIMENTAIRE	11 - 14
D. ASSISTANCE EXTÉRIEURE À L'AGRICULTURE	15 - 17
III. SITUATION DE L'AGRICULTURE	18 - 52
A. PRODUCTION AGRICOLE ET ANIMALE	18 - 23
B. DISPONIBILITÉS CÉRÉALIÈRES MONDIALES	24 - 25
C. TENDANCES DES COURS DES PRODUITS DE BASE	26 - 40

Par souci d'économie, le tirage du présent document a été restreint. MM. les délégués et observateurs sont donc invités à ne demander d'exemplaires supplémentaires qu'en cas d'absolue nécessité et à apporter leur exemplaire personnel en séance.
La plupart des documents de réunion de la FAO sont disponibles sur l'Internet, à l'adresse www.fao.org

W/J8315/f

D. COMMERCE DES PRODUITS AGRICOLES 41 - 44

E. PÊCHES: PRODUCTION, UTILISATION ET COMMERCE 45 - 49

F. FORÊTS 50 - 52

IV. RÉSUMÉ 53

ANNEXE: LA SITUATION DE L'ALIMENTATION ET DE L'AGRICULTURE EN CHIFFRES

I. INTRODUCTION

1. Le document du Conseil de 2006 sur la situation de l'alimentation et de l'agriculture (CL 131/2) contient des informations sur les principales tendances récentes de la sécurité alimentaire mondiale et souligne les tendances actuelles concernant la production agricole et les marchés, l'assistance au développement dans le secteur agricole et l'évolution des politiques ayant des répercussions sur le commerce international des produits de base. Ces informations reposent sur les données disponibles en mai 2006. Au moment où le présent document est mis sous presse, les estimations de la sécurité alimentaire les plus récentes concernent 2001-2003.

2. Les délégués sont invités à consulter divers documents récents de la FAO, ainsi que les pages Internet pour obtenir des informations à jour et des analyses détaillées. Les dernières versions des « *Perspectives de l'alimentation* » et des « *Cultures et pénuries alimentaires* » offrent des informations à jour sur la production et les marchés des produits agricoles, ainsi que sur les crises alimentaires; on trouvera des informations complètes sur la situation de l'insécurité alimentaire dans « *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde: 2006* ».

II. LE POINT SUR LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

A. TENDANCES EN MATIÈRE DE SOUS-ALIMENTATION

3. La FAO estime à 854 millions, pour la période 2001-03, le nombre total de personnes souffrant de sous-alimentation chronique dans le monde, dont 820 millions vivent dans les pays en développement, 25millions dans les pays en transition et 9 millions dans les pays développés à économie de marché (figure 1). Comme les années précédentes, plus de la moitié du nombre total de personnes sous-alimentées – 61 pour cent – vivent en Asie-Pacifique et 24 pour cent dans les pays d'Afrique subsaharienne. C'est en Afrique subsaharienne que la **prévalence** de la sous-alimentation est le plus élevée, la FAO estimant que 33 pour cent de la population est sous-alimentée (figure 2).

4. Les tendances à long terme indiquent une légère diminution, en nombre absolu, des personnes sous-alimentées dans les pays en développement, tandis que la **prévalence** de la sous-alimentation a beaucoup reculé, passant de 37 pour cent de la population totale en 1969-71 à 17 pour cent en 2001-03 (figures 3 et 4). Il s'agit d'un progrès important, qui reste toutefois très inégal, avec un ralentissement ces dernières années.

5. Pour l'essentiel, l'amélioration de la situation de la sous-alimentation au cours des 35 dernières années est restée concentrée en Asie-Pacifique où la prévalence de la sous-alimentation a été réduite de près des deux tiers. En Afrique subsaharienne, la réduction très limitée de la prévalence de la sous-alimentation a été largement neutralisée par la croissance démographique, entraînant une forte augmentation, en nombre absolu, des personnes sous-alimentées.

6. Toutefois, les tendances régionales globales masquent d'importantes différences sous-régionales. En Afrique subsaharienne, toutes les sous-régions sauf l'Afrique centrale ont réduit dans des proportions impressionnantes la prévalence de la sous-alimentation. En Afrique centrale, la part de la population sous-alimentée a augmenté de façon dramatique, passant de 36 pour cent au début des années 90 à 56 pour cent.

7. Une analyse des modifications de la prévalence de la sous-alimentation au niveau des pays, entre 1995-97 et 2001-03, indique que le pourcentage de personnes sous-alimentées a reculé dans la majorité des pays dans toutes les régions, mais que quelques pays (République démocratique du Congo, Libéria, Commores, Guinée-Bissau, Sierra Leone et Érythrée) ont connu de fortes augmentations du niveau de sous-alimentation dues à une mauvaise gestion économique et à des troubles politiques associés aux effets des guerres qui ont sévi à la fin des années 90 et au début des années 2000.

B. SITUATIONS D'URGENCE ET AIDE ALIMENTAIRE

8. De nombreux pays et un grand nombre de personnes restent la proie des crises alimentaires. En mai 2006, dans le monde entier, 39 pays souffraient de pénuries alimentaires graves. Vingt-quatre d'entre eux étaient situés en Afrique, 9 en Asie, 5 en Amérique latine et un en Europe[1]. Les causes de cette situation sont variées, mais la guerre civile et les intempéries – en particulier la sécheresse – prédominent. Dans beaucoup de ces pays, les pénuries alimentaires sont aggravées par les conséquences de la pandémie de VIH/SIDA sur la production, la commercialisation, le transport et l'utilisation des denrées alimentaires.

9. Les crises alimentaires signalées en Afrique en mai 2006 sont dues pour plus de moitié aux troubles civils et à la présence de personnes déplacées à l'intérieur des pays ou de réfugiés. À l'échelle mondiale, il y a eu une augmentation de la proportion des crises alimentaires dont on peut considérer qu'elles sont provoquées par l'homme. En effet, les facteurs provoqués par l'homme, notamment les conflits et les problèmes économiques, sont cités comme les principales causes de 48 pour cent des crises alimentaires entre 1997 et 2006, contre 41 pour cent environ entre 1986 à 1996. Bien souvent, les catastrophes naturelles ont été aggravées par des facteurs provoqués par l'homme, entraînant des crises complexes et prolongées.

10. La multiplication et la persistance des crises en aggravent souvent les effets. Vingt-huit pays ont connu des crises alimentaires durant plus de la moitié de la période 1986-2006. De nombreuses situations d'urgence complexes résultant de conflits ont persisté au point de devenir des crises au long cours. Durant la période 1986-2006, 12 pays au moins ont connu des crises qui ont duré 15 années ou plus et, dans la majorité des cas, ces crises étaient provoquées essentiellement par une guerre ou des troubles civils.

En revanche, beaucoup de pays jouissant de gouvernements et d'économies relativement stables, mais souffrant des aléas climatiques, ont mis en place des programmes de prévention et de lutte contre les crises et ont établi des réseaux efficaces de secours et de redressement. Dans ces pays, les catastrophes naturelles n'entraînent pas automatiquement des crises humanitaires au long cours.

C. AIDE ALIMENTAIRE

11. Les livraisons d'aide alimentaire sous forme de céréales sont tombées à 5,8 millions de tonnes (en équivalent grains)[2] en 2004/05 (juillet-juin), soit près d'un million de tonnes (ou 13 pour cent) de moins que le niveau déjà réduit de 2003/04. Le volume de l'aide alimentaire était pratiquement aussi bas qu'en 1996/97, année où elle avait atteint son niveau plancher. Le recul des livraisons d'aide alimentaire en céréales en 2004/05 a contrasté avec la brusque augmentation d'environ 15 millions de tonnes (18 pour cent) des importations de céréales dans le groupe des 82 pays à faible revenu et à déficit vivrier (PFRDV).

12. En 2004/05, les principales destinations de l'aide alimentaire ont été l'Afrique orientale, l'Extrême-Orient et le Proche-Orient. Sur un total de près de 90 pays bénéficiaires, les cinq premiers étaient la RPD de Corée, le Soudan, l'Éthiopie, le Bangladesh et l'Érythrée. L'année précédente, l'Éthiopie était à la première place, suivie par la RPD de Corée, le Zimbabwe, l'Iraq et l'Érythrée. Une aide alimentaire est également fournie sous une forme autre que des céréales, mais en volumes (tonnes) relativement faibles. En 2005, l'aide alimentaire non céréalière dépassait à peine un million de tonnes, en légère hausse par rapport aux 980 000 tonnes de 2004.

---

[1] Source: FAO, SMIAR, Perspectives des cultures et situtation de l'alimentation, Avril 2006 et site Internet du SMIAR: HTTP://www.fao.org/giews/french/index.htm. Les pays du Proche-Orient situés en Asie sont classés dans le continent asiatique et les pays du Proche-Orient situés en Afrique du Nord sont classés dans le continent africain.

[2] Afin d'exprimer l'aide alimentaire céréalière en équivalent grains, le blé, le riz et les céréales secondaires sont comptés à égalité; pour les produits céréaliers, des coefficients de conversion appropriés sont utilisés pour déterminer l'équivalent grains.

13. D'après les dernières estimations (janvier 2006) du Comité de l'aide alimentaire, le livraisons totales d'aide alimentaire en 2005/06 devraient rester équivalentes à celles de 2004/05 avec 8,7 m de tonnes (en équivalent blé)[3] (tableau 1 et figure 5). Il importe de signaler que l'aide alimentaire totale mentionnée par le Comité inclut non seulement l'aide alimentaire sous forme de céréales, mais aussi des produits céréaliers transformés, des légumineuses et d'autres produits, des oligoéléments et des produits enrichis, ainsi que des contributions en espèces pour l'achat de produits, qui sont tous exprimés en équivalent blé. Par ailleurs, le niveau de l'aide alimentaire en 2004/05 et très certainement aussi en 2005/06 est nettement supérieur aux engagements annuels minimum globaux des Membres, fixés à environ 5 m de tonnes au titre de la Convention sur l'aide alimentaire de 1999.

14. Sur le plan des politiques générales, la renégociation de la Convention sur l'aide alimentaire a démarré en 2004, mais les membres souhaitaient vivement attendre les résultats du cycle de Doha avant de convenir d'une nouvelle convention et ils ont décidé de prolonger la Convention de 1999 pendant deux ans encore à partir de juillet 2005[4].

Tableau 1: AIDE ALIMENTAIRE EN CÉRÉALES, juillet/juin

	2000/01	2001/02	2002/03	2003/04	2004/05 estim.
	(..... *en milliers de tonnes, équivalent grains*.....)				
Total des expéditions	**8940**	**7422**	**8383**	**6767**	**5809**
dont					
Blé	5797	4770	5677	4082	3621
Riz	1399	1058	1498	1177	1064
Céréales secondaires	1744	1594	1208	1507	1124
Destination					
Afrique	3476	2091	3667	3299	2840
Asie	4283	4116	3820	2725	2420
Amérique latine et Caraïbes	596	758	725	401	502
Autres	585	458	171	342	47

Note: Les années indiquées correspondent à une période de 12 mois allant de juillet à juin. Les pays du Proche-Orient situés en Asie sont classés dans le continent asiatique; les pays du Proche-Orient situés en Afrique du Nord sont classés dans le continent africain.

Source: Programme alimentaire mondial.

D. ASSISTANCE EXTÉRIEURE À L'AGRICULTURE

15. Ces dernières années, les engagements d'aide extérieure à l'agriculture ont oscillé entre 10 et 13 milliards de dollars EU, en valeur réelle, après avoir beaucoup baissé durant les années 80 et au début des années 90. Les chiffres préliminaires de l'aide publique extérieure totale, aux prix constants de 2000, atteignaient 11,1 milliards de dollars EU en 2003, soit une baisse de 10 pour cent depuis 1998, niveau le plus élevé durant la précédente décennie (figure 6).

[3] Les méthodes de calcul en équivalent blé sont définies dans le règlement intérieur de la Convention sur l'aide alimentaire de 1999.

[4] Les engagements d'aide alimentaire spécifiques des Membres du Comité de l'aide alimentaire sont exprimés en tonnes, en valeur ou en une association des deux. Les engagements annuels miminum totaux des Membres incluent 4 895 000 tonnes (équivalent blé) plus 130 m d'euros.

16. La répartition de l'aide par zone géographique varie assez peu d'une année à l'autre et ce sont les pays en transition et les pays d'Asie et des Caraïbes qui ont enregistré les plus fortes variations ces dernières années. L'aide extérieure à l'Afrique subsaharienne a baissé de 17 pour cent tombant de 3,7 milliards de dollars EU en 2002 à quelque 3 milliards de dollars EU en 2003 (figure 7).

17. Le recul de l'aide bilatérale et multilatérale a contribué à la forte baisse des niveaux d'assistance par rapport au début des années 80. Dans l'ensemble, l'aide multilatérale a fluctué davantage ces dernières années, tandis que l'aide bilatérale restait relativement constante. La part de l'assistance accordée à des conditions de faveur, sur ce total, varie selon les années avec une légère augmentation allant de 70 à 80 pour cent ces dernières années contre 60 à 70 pour cent jusqu'au milieu des années 80.

III. SITUATION DE L'AGRICULTURE

A. PRODUCTION AGRICOLE ET ANIMALE

18. En 2005, la croissance de la production agricole et animale mondiale a reculé tombant au niveau annuel le plus bas depuis le début des années 70, très en dessous des taux enregistrés en 2003 et 2004. Le recul a été particulièrement sensible dans le groupe des pays développés, où le record de croissance annuelle de plus de 5 pour cent enregistré en 2004 a été suivi par un taux de croissance négatif de 1,6 pour cent en 2005. Dans son ensemble, cette baisse a été due essentiellement à la forte chute du secteur de la production agricole, surtout dans les pays développés, où la croissance est tombée de plus 12 pour cent en 2004 à un taux négatif de 4 pour cent en 2005. Dans les pays en développement, la croissance globale de la production agricole et animale a également reculé par rapport à la moyenne des dernières décennies. Dans les pays en transition, la croissance de la production agricole continue à varier sensiblement, de plus 6 pour cent en 2004 à un taux très négatif en 2005 (figures 8, 9 et 10).

19. La croissance de la production en Asie-Pacifique a été la plus élevée parmi celles de toutes les régions, mais elle reste très inférieure aux niveaux records de 2003. En Afrique subsaharienne, la croissance est restée faible cette année encore, n'atteignant guère que 1,3 pour cent. En Amérique latine-Caraïbes, la croissance de moins de 2 pour cent en 2005 était loin des 7 pour cent atteints à la fin des années 90.

20. Le taux de croissance de la production animale mondiale, quoique plus rapide que celui de la production agricole, s'est ralenti ces deux dernières années et reste inférieur à la moyenne des quatre dernières décennies. Les chiffres provisoires pour 2005 indiquent toutefois que la croissance de la production par habitant serait légèrement supérieure à la moyenne des précédentes décennies. Dans le groupe des pays en développement, la croissance de la production, tant en valeur absolue que par habitant, continue à croître, mais plus lentement que les années précédentes. La période d'expansion record du secteur de l'élevage dans les pays en développement, avec des taux de croissance de 5 pour cent dans les années 90, semble révolue.

21. Le ralentissement des taux de croissance dans le secteur de l'élevage est la conséquence des épizooties, en particulier de grippe aviaire, qui ont entraîné des craintes chez les consommateurs, des mesures d'interdiction commerciales et une baisse des prix des volailles. La plupart des grands pays consommateurs et importateurs de volailles d'Europe, du Moyen-Orient et d'Afrique connaissent, depuis fin 2005, des problèmes de grippe aviaire qui ont entraîné à l'échelle mondiale une réaction immédiate et dramatique des consommateurs et un renforcement des mesures d'interdiction. Les consommateurs se sont tournés vers d'autres produits animaux dont la production a augmenté sans parvenir à compenser la baisse du taux de croissance de la volaille dans l'ensemble des pays en développement.

22. La production animale dans les pays en développement est dominée par l'Asie et le Pacifique, et plus particulièrement par la Chine où les taux de croissance extrêmement élevés enregistrés depuis le début du processus de réforme économique, à la fin des années 70, a diminué ces dernières années. En effet, la Chine a atteint un niveau élevé de consommation de produits animaux par habitant (par rapport aux autres pays ayant des niveaux de revenu par habitant similaires) qui devrait entraîner une baisse de la demande de produits de l'élevage à l'avenir. En Inde, la production de viande augmente rapidement, quoiqu'à des niveaux comparativement faibles, tandis que le taux de croissance de la production laitière ralentit. Il semblerait que l'Asie ait atteint des taux de croissance records dans les années 90 et que cette croissance soit plus modérée actuellement tout en restant élevée au niveau international.

23. En Amérique latine, la croissance a été forte en 2004, puis plus faible en 2005, en partie par suite du recul de la demande mondiale de volailles. Au niveau régional, le Brésil joue un rôle important avec une croissance du secteur de l'élevage axé sur les exportations de tous les principaux produits. Dans la région Proche-Orient-Asie occidentale, les taux de croissance ont été plus faibles en 2004 et 2005, par rapport aux décennies précédentes, entraînant une stagnation de la production par habitant. Cette région se caractérise par de très fortes fluctuations dues aux variations climatiques dans de nombreux pays où l'élevage en pâturage est important. De même, en Afrique subsaharienne, la production totale a augmenté quelque peu mais la production par habitant a légèrement baissé, accentuant une tendance au recul de la production par habitant qui persiste depuis plus de trois ans dans cette région prise dans son ensemble. Dans les pays développés et les pays en transition, la production totale et la production par habitant n'ont pratiquement pas changé par suite de la stagnation des taux démographiques et de la saturation des marchés.

B. DISPONIBILITÉS CÉRÉALIÈRES MONDIALES

24. Après être restée stationnaire pendant plusieurs années, la production céréalière mondiale a fortement augmenté en 2004/05 atteignant 2 065 millions de tonnes, soit 9 pour cent de plus que l'année précédente. L'utilisation mondiale a continué à augmenter sans toutefois dépasser la production (figure 11). La dernière estimation de la FAO concernant la production céréalière mondiale en 2005/06 fait apparaître un recul.[5] Cette baisse est due essentiellement à la diminution des rendements moyens résultant de conditions météorologiques défavorables dans certains pays développés. Dans les pays à faible revenu et à déficit vivrier (PFRDV), l'année 2005 a été caractérisée par une augmentation importante de 4,4 pour cent par rapport au niveau de l'année précédente. À l'exclusion de la Chine et de l'Inde, la production globale de tous les autres PFRDV a augmenté à un rythme plus soutenu de 8 pour cent qui traduit de bonnes récoltes de céréales dans la plupart des sous-régions du monde, avec quelques exceptions pour des pays d'Afrique australe, le Maroc et la Somalie, qui ont souffert de la sécheresse.

25. Pour la campagne prenant fin en 2006, les stocks céréaliers mondiaux devraient diminuer de 7 millions de tonnes, soit 1,6 pour cent par rapport à leur niveau d'ouverture, tombant à 462 millions de tonnes. Ce déclin aurait dû être beaucoup plus prononcé, mais en 2005 la chute de la production céréalière mondiale a été atténuée en raison de la faible hausse de l'utilisation totale en 2005/06. D'après les dernières estimations de l'offre et de la demande en 2005/06, le rapport stocks-utilisation de céréales au niveau mondial (figure 12), qui compare le niveau des stocks à la clôture d'une campagne à l'utilisation durant la campagne suivante, devrait être d'environ 23 pour cent, comme pour la précédente campagne, dépassant de 2 points de pourcentage le faible niveau de 2003/04.

[5] FAO: Perspectives des cultures et situation alimentaire, n° 1, avril 2006.

C. TENDANCES DES COURS DES PRODUITS DE BASE

26. En 2005, les cours de plusieurs produits de base ont atteint leurs niveaux les plus élevés depuis la première partie de la décennie. Les cours des produits laitiers arrivaient en tête avec une augmentation de 67 pour cent, suivis par le sucre, 43 pour cent, et la viande, 26 pour cent. En revanche, les prix des céréales, des huiles et des matières grasses ainsi que du coton ont baissé en 2005 (figure 13).

27. En 2005, les cours des **huiles et des graisses** végétales ont baissé car la production mondiale d'huile de palmiste et de soja a atteint un record. La consommation mondiale d'huiles et de graisses a été inférieure aux disponibilités, entraînant une augmentation des stocks et du rapport stocks-utilisation. L'indice annuel des prix des huiles et des matières grasses a baissé de huit points en 2005, par rapport à 2004. En 2006, les cours se sont tout d'abord renforcés par suite de l'augmentation de l'utilisation qui a coïncidé avec un fort ralentissement de la production d'huile de palmiste et une capacité réduite de broyage des cultures semencières. Cette pression à la hausse des cours ne devrait pas durer car on prévoit que d'abondants approvisionnements viendront pousser les stocks à des niveaux records.

28. Les cours des céréales ont augmenté de 21 pour cent entre 2000 et 2005 et ils ont continué à grimper pendant le premier semestre 2006. L'accroissement des cours mondiaux résulte de la baisse prévue de la production de **blé** et d'une limitation des stocks, ainsi que des perspectives d'accroissement de la demande. Le bilan céréalier mondial pour 2006/07 devrait se caractériser par une forte baisse des stocks de clôture, ainsi qu'un recul du rapport stocks-utilisation qui atteindrait le niveau relativement critique de 25 pour cent, le plus faible depuis plus de 30 ans. Dans ce contexte, et même en excluant tout risque de problèmes météorologiques dans les prochains mois, les cours du blé devraient rester élevés et instables pendant la nouvelle campagne.

29. Les marchés des **céréales secondaires** sont également compromis par le faible niveau des stocks et les perspectives de réduction de la production. Les cours ont oscillé durant la première moitié de la campagne 2005/06 puis ils ont augmenté ces derniers mois, soutenus par la forte demande du secteur de l'éthanol, une nette reprise de l'utilisation pour l'alimentation animale et une réduction des volumes destinés à l'exportation. D'après les indications actuelles de la production, l'équilibre entre l'offre et la demande pour la prochaine saison devrait être instable. En effet, on prévoit une forte baisse des stocks mondiaux et un rapport stocks-utilisation quasiment au niveau le plus faible.

30. En 2006, les perspectives de la production de **riz** paddy indiquent une faible hausse, reflétant la crainte d'une augmentation des coûts de production et d'une baisse de la rentabilité. Les stocks de riz de fin de campagne qui ont commencé à augmenter en 2005 devraient poursuivre cette tendance durant la campagne actuelle, notamment en Chine. La perspective d'une augmentation limitée de la production pourrait entraîner une baisse, par habitant, des quantités de riz utilisées comme aliment, en 2006/07. Les cours du riz, qui étaient particulièrement dynamiques au 1er trimestre 2006, devraient rester fermes dans les mois à venir.

31. Après une brève reprise en 2005, les marchés mondiaux de la **viande** ont à nouveau été frappés par des problèmes liés aux maladies animales. Comme on l'a vu précédemment, la réaction des consommateurs à la propagation de l'épidémie de grippe aviaire a fait baisser la demande et les cours de la volaille. Les exportations de viande bovine d'Amérique du Nord ont été interdites à la suite d'une épidémie d'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB) et les exportations de viande rouge d'Amérique du Sud ont été compromises par des foyers de fièvre aphteuse. Les perspectives du plus faible niveau d'augmentation de la consommation de viande depuis 25 ans et d'accélération des restrictions commerciales en 2006 devraient limiter la production, le commerce et les cours mondiaux de la viande.

32. En février 2006, les cours mondiaux du **sucre** ont atteint leur plus haut niveau depuis 25 ans, les prix du sucre brut dépassant 19 cents EU la livre. Cet accroissement est dû essentiellement à l'augmentation des coûts de l'énergie et, pour la troisième année consécutive, au déficit de l'offre sur le marché mondial du sucre. Pour le restant de la campagne 2005/06, les cours mondiaux du sucre devraient rester fermes au niveau actuel, car les perspectives actuelles de l'offre et de la demande ne laissent envisager aucun raffermissement des tendances.

33. Les cours du **café** ont poursuivi leur hausse et devraient rester élevés, surtout à cause d'une pénurie des disponibilités due aux dégâts provoqués par les intempéries dans les cultures, surtout au Viet Nam, en Colombie, au Pérou et au Mexique. L'offre du Brésil est également réduite en raison du cycle de production biennal naturel des arbres d'arabica et de la force du *Real* qui réduit la concurrence et incite les agriculteurs à se tourner vers d'autres cultures. On prévoit pour 2005/06 une réduction de 20 pour cent des stocks, tandis que la consommation devrait augmenter de 2 pour cent.

34. Les cours des graines de **cacao** devraient rester fermes en raison d'un déficit des disponibilités. La production devrait rester stable car les augmentations en Côte d'Ivoire devraient compenser les réductions des récoltes au Cameroun et au Ghana. Le broyage augmentera car le Ghana, le Brésil et l'Indonésie ont investi dans des installations de transformation afin d'accroître leurs exportations. La demande mondiale de produits à base de cacao, en particulier le beurre, est en hausse.

35. Les cours du **thé** ont baissé en 2005 et sont très inférieurs à leur niveau élevé de la fin des années 90, ce qui stimule la demande de tous les grands acheteurs sauf le Royaume-Uni qui a installé certaines usines de transformation dans le sud et diminué ses réexportations. La plupart des pays producteurs ont investi dans des programmes de promotion pour stimuler la demande. Certains se sont lancés dans des stratégies de différenciation des produits et de promotion des produits à valeur ajoutée comme la commercialisation des thés conditionnés et des spécialités.

36. En 2005/06, les cours du **coton** ont varié entre un dollar EU le kilo et 1,45 dollar EU le kilo, soit une forte baisse par rapport à 1,90 dollar EU le kilo fin 2003 et début 2004, par suite d'une expansion rapide de l'offre. Les deux tiers environ de la production mondiale de coton proviennent de petits agriculteurs qui ont un fort potentiel d'expansion rapide des zones cultivées en réaction aux variations des prix. De plus, l'adoption rapide de coton transgénique résistant aux insectes par les grands producteurs a contribué à réduire sensiblement les coûts de production et à accroître les rendements. En 2006/07, la production mondiale de coton devrait atteindre 25,5 millions de tonnes, soit près de 5 millions de tonnes de plus qu'en 2000/01.

37. Le cours du **caoutchouc** naturel a beaucoup augmenté par rapport au niveau le plus faible atteint en 2001. Le cours moyen en 2005[6] était supérieur de près de 200 pour cent à celui de 2001. Cet accroissement reflète l'augmentation de la consommation mondiale, surtout en Chine, en Inde et en Asie du Sud-Est. La Chine, premier importateur mondial de caoutchouc naturel, a importé 1,26 million de tonnes en 2005, soit une augmentation de 215 pour cent par rapport à 1999. La production mondiale de caoutchouc naturel ne cesse d'augmenter depuis trois ans et elle a atteint 8,7 millions de tonnes en 2005. La hausse des prix et l'accroissement de la production augmentent les revenus et améliorent la sécurité alimentaire des producteurs de caoutchouc naturel dans le monde entier. La demande mondiale de caoutchouc naturel devrait continuer à augmenter, stimulée par la croissance économique mondiale, d'autant plus que la hausse des prix du pétrole rend le caoutchouc naturel plus intéressant que les caoutchoucs synthétiques.

[6] RSS3 à Londres.

38. Ces derniers mois, les marchés des produits de base sont devenus plus instables et les cours de nombreux produits ont suivi une tendance régulière à la hausse. Sur les marchés agricoles, certains produits importants destinés à l'alimentation humaine et animale ont profité de la rigidité de l'offre et de l'augmentation de la demande, tandis que dans le secteur de l'énergie, l'équilibre tendu de l'offre et de la demande a entraîné une forte hausse des prix. Dans un contexte d'incertitude politique et de hausse des prix de l'énergie, les marchés agricoles ont dû subir en outre, durant l'année passée, les effets anormaux de catastrophes naturelles comme des cyclones et la propagation rapide d'épizooties.

39. Tout indique actuellement que plusieurs produits agricoles pourraient connaître de nouvelles augmentations de prix. C'est notamment le cas pour les céréales car la demande mondiale devrait dépasser l'offre durant la prochaine campagne, réduisant les stocks à un niveau critique. En ce qui concerne le sucre, le risque principal reste l'instabilité des prix. Pour le secteur des graines oléagineuses, ainsi que pour la viande et les produits laitiers, les perspectives des prix à court terme indiquent au contraire une tendance à la baisse.

40. Dans ce contexte de perspectives différentes avec des prix généralement soutenus, la FAO prévoit une augmentation de plus de 2 pour cent du coût total des importations alimentaires mondiales en 2006 par rapport à 2005. Cette hausse devrait être plus forte pour les céréales et le sucre et plus légère pour la viande. Le coût global pour les pays en développement, qui importent davantage de produits destinés à l'alimentation humaine et animale, devrait augmenter de 3,5 pour cent et de près de 7 pour cent[7] pour les pays à faible revenu et à déficit vivrier.

D. COMMERCE DES PRODUITS AGRICOLES

41. La valeur des exportations agricoles mondiales a beaucoup augmenté entre 2002 et 2004 après être restée stationnaire pendant plusieurs années (figure 14). La part du commerce des produits agricoles dans le commerce total des marchandises a continué à baisser durant toutes les années 90, car le commerce des produits agricoles a progressé plus lentement que celui des produits manufacturés. La hausse récente des exportations des produits agricoles a stabilisé la part de l'agriculture dans le commerce total des marchandises à un niveau de 7 pour cent, contre près de 25 pour cent au début des années 60 (figure 15). Dans les pays en développement, la part des exportations de produits agricoles sur les exportations totales de marchandises est tombée de 50 pour cent au début des années 60 à moins de 7 pour cent depuis 2000. Le recul de la part de l'agriculture sur les exportations totales de marchandises des pays en développement reflète à la fois une évolution de leurs échanges vers les produits manufacturés et la croissance relativement faible du commerce des produits agricoles.

42. Jusqu'au début des années 90, les pays en développement ont enregistré, presque chaque année, un excédent commercial agricole (figure 16). La tendance à l'accentuation du déficit commercial agricole est encore plus prononcée pour le groupe des pays les moins avancés (PMA). Ces derniers sont devenus importateurs nets de produits agricoles au milieu des années 80 et à la fin des années 90, leurs importations étaient plus de deux fois supérieures à leurs exportations. La situation du commerce des produits agricoles est très différente selon les régions en développement. En particulier, la région Amérique latine et Caraïbes enregistre un accroissement de son excédent commercial agricole, depuis le milieu des années 90. À la même époque, la région Asie-Pacifique est devenue importatrice nette de produits agricoles, tandis qu'au Proche-Orient-Afrique du Nord, le déficit structurel important ne donne aucun signe d'amélioration.

---

[7] Perspectives de l'alimentation, n° 1, juin 2006. FAO.

43. En 2004, les membres de l'OMC ont approuvé un accord-cadre[8] établissant, dans le secteur agricole, les modalités d'une conclusion fructueuse du Cycle de Doha. La Conférence ministérielle de l'OMC[9] qui a suivi est convenue également que le soutien interne devrait inclure trois fourchettes pour la réduction de la mesure globale du soutien total et la réduction globale du soutien intérieur qui fausse les échanges. En ce qui concerne la concurrence dans le domaine des exportations, il a été convenu d'éliminer toutes les formes de subvention à l'exportation et toutes les réglementations restrictives sur les exportations, avant fin 2013. Concernant l'accès au marché, il a été convenu d'introduire quatre fourchettes pour la restructuration des réductions des tarifs douaniers. Il a été décidé que les pays en développement devraient avoir la marge de manœuvre nécessaire pour fixer eux-mêmes un nombre approprié de lignes tarifaires pour des produits spécifiques essentiels à la sécurité alimentaire, au maintien des moyens de subsistance et au développement rural. Par ailleurs, les pays en développement seront autorisés à recourir à un mécanisme spécial de sauvegarde reposant sur le volume des importations et sur des prix de seuil. De même, pour le coton, le droit des producteurs à prendre explicitement des décisions lors des négociations agricoles et au Sous-Comité du coton, a été réaffirmé.

44. Aucun accord n'a été conclu concernant les nombreux paramètres numériques nécessaires pour mettre en application les modalités ci-dessus.

E. PÊCHES: PRODUCTION, UTILISATION ET COMMERCE

45. Les pêches jouent un rôle important dans l'économie alimentaire mondiale. Près de 40 millions de pêcheurs et de pisciculteurs tirent leur subsistance de la pêche de capture et de l'aquaculture. À l'échelle mondiale, le poisson représente environ 16 pour cent des protéines animales consommées, avec des variations allant d'une moyenne de 22 pour cent en Asie à 19 pour cent environ en Afrique et 7 pour cent en Amérique latine-Caraïbes. L'évolution de l'offre mondiale du poisson durant les dix dernières années a été dominée par les tendances en Chine où l'accroissement de la production a été très fort, notamment en ce qui concerne l'aquaculture dans les eaux intérieures, permettant à ce pays de devenir le premier producteur mondial de poisson.

46. En 2004, la production totale de poisson a atteint 140,5 millions de tonnes, dont 45,5 provenant de l'aquaculture (figure 17). La production mondiale des pêches de capture s'est établie à 95,0 millions de tonnes, soit 5 pour cent de plus qu'en 2005 (figure 18). Les fluctuations dans la production des pêches de capture ces dernières années sont dues essentiellement aux variations des captures d'anchois du Pérou, stimulées par les conditions climatiques (telles que El Nino). En 2004, la Chine a enregistré une production de 16,9 millions de tonnes, en légère augmentation par rapport à 2003. Les autres gros producteurs sont le Pérou (9,6 millions de tonnes), les États-Unis (5,0 millions de tonnes), le Chili (4,9 millions de tonnes), l'Indonésie (4,8 millions de tonnes) et le Japon (4,4 millions de tonnes).

47. La production aquacole mondiale a augmenté rapidement ces dernières années et représente actuellement 32 pour cent de la production halieutique totale (figure 19). Cette expansion est attribuable avant tout à la Chine qui fournit actuellement plus des deux tiers, en volume, de la production aquacole totale (30,6 millions de tonnes en 2004).

48. En 2004, 40 pour cent environ (en équivalent poids vif) de la production mondiale de poisson faisant l'objet d'un commerce international, représentaient une valeur de 71,5 milliards de dollars EU. Les pays en développement ont fourni un peu moins de 50 pour cent de ces exportations, les neuf plus gros exportateurs assurant les deux tiers du total des exportations des pays en développement. Les pays développés ont absorbé plus de 80 pour cent des importations

---

[8] *OMC, Programme de travail de Doha, Décision adoptée par le Conseil général le 1er août 2004, WT/L/579, Genève, août.*

[9] Hong Kong, décembre 2005.

mondiales totales de poisson, en valeur (figure 20). Les importations de produits halieutiques du Japon et des États-Unis ont représenté jusqu'à 35 pour cent du total mondial. La part des exportations de poisson dans les recettes en devises des pays en développement a beaucoup augmenté. Actuellement, les exportations cumulatives nettes de produits halieutiques en provenance des pays en développement (20,4 milliards de dollars EU en 2004) dépassent largement les recettes d'exportation des autres grands produits de base comme le café, la banane et le caoutchouc.

49. En 2004, quelque 34,5 millions de tonnes de la production mondiale de poisson, provenant en totalité des pêches de capture, ont été utilisés pour d'autres usages que l'alimentation, essentiellement pour produire de la farine destinée aux secteurs de l'élevage et de l'aquaculture. Les 106 millions de tonnes restantes ont été employées directement pour la consommation humaine. Le volume total des disponibilités de poisson provenant des pêches de capture et destinées à l'alimentation est resté stationnaire, par habitant, ces dernières années, tandis que le volume par habitant des disponibilités provenant de l'aquaculture a beaucoup augmenté (figure 21). Cette tendance est particulièrement marquée en Chine où les disponibilités, par habitant, de poisson provenant de l'aquaculture ont assuré environ 83 pour cent de l'offre totale, par habitant, de poisson destiné à l'alimentation, contre 21 pour cent seulement dans le reste du monde.

F. FORÊTS

50. En 2004, la production mondiale de bois d'oeuvre a atteint 3 418 millions de mètres cubes environ, soit 1,9 pour cent de plus que l'année précédente (figure 22). La production totale de bois d'oeuvre augmente régulièrement depuis 2002 et elle a atteint là son niveau record. Ce bois est essentiellement brûlé comme combustible (52 pour cent de la production totale en 2004). La quasi-totalité du combustible ligneux est utilisé dans les pays en développement où le bois est souvent la principale source d'énergie. La part des pays développés dans la production totale de bois d'oeuvre diminue, mais elle représente encore la plus forte part de la production de bois d'oeuvre industriel (plus de 70 pour cent du total). Cela s'explique en partie par l'extension des forêts plantées dans les pays en développement.

51. En 2004, les pays en développement ont produit 2 034 millions de mètres cubes, soit 60 pour cent, du volume total de bois d'oeuvre (figure 23). Près de 80 pour cent de ce total était du bois de feu dont la part continue d'augmenter chaque année. La production de bois d'oeuvre industriel dans les pays en développement a baissé de 5 pour cent durant la période 1996-2001, mais elle est remontée récemment jusqu'au niveau de 1995.

52. Dans les pays développés, le bois d'oeuvre industriel représente environ 87 pour cent de la production de bois, tandis que le bois de feu n'a qu'une importance marginale. La production des pays développés a baissé sensiblement au début des années 90 et reste très inférieure au niveau record de 1989-90. Cette tendance reflète essentiellement l'évolution de la production dans la Fédération de Russie et dans les pays d'Europe de l'Est.

IV. RÉSUMÉ

53. Le présent document souligne certaines caractéristiques positives et négatives de la situation de l'alimentation et de l'agriculture dans le monde; les principales d'entre elles sont les suivantes:

- Le nombre de personnes sous-alimentées dans le monde reste constamment élevé, étant estimé à quelque 854 millions de personnes en 2001-03. Les progrès obtenus jusqu'à présent dans la réduction de ces chiffres ont été beaucoup trop lents et extrêmement irréguliers selon les pays et les régions. Les tendances à long terme indiquent qu'en nombre absolu la population sous-alimentée dans les pays en développement a baissé quelque peu, tandis que la prévalence de la sous-alimentation a sensiblement diminué,

tombant de 37 pour cent de la population totale en 1969-71 à 17 pour cent en 2001-03.

- Par ailleurs, un grand nombre de pays et de populations dans le monde continuent à souffrir de crises alimentaires. Beaucoup sont attribuables aux aléas climatiques et à des événements naturels, mais ces crises sont aussi dues de plus en plus souvent à des catastrophes provoquées par l'homme.

- Bien que la sécurité alimentaire ne soit pas uniquement un problème de production vivrière, l'accroissement de la productivité et du revenu dans le secteur agricole peut néanmoins apporter une contribution importante, voire indispensable, à la réduction de l'insécurité alimentaire et de la pauvreté. L'analyse des données de production des cultures et de l'élevage montre que la croissance de la production mondiale a chuté en 2005, essentiellement sous l'effet d'une forte contraction de la production agricole dans les pays développés. La croissance de la production animale mondiale a également reculé, bien en deçà de la moyenne des quarante dernières années, sous l'effet d'épizooties comme celle de la grippe aviaire, de l'interdiction des échanges et la chute des prix des volailles.

- La production céréalière mondiale, après être restée stationnaire pendant plusieurs années, a augmenté sensiblement en 2004/05. Toutefois, les estimations de la FAO pour 2005/06 laissent prévoir un recul, dû aux conditions atmosphériques défavorables et à la baisse des rendements.

- En 2005, les cours internationaux de plusieurs produits agricoles de base ont atteint leurs niveaux les plus élevés depuis le début de la décennie. Les cours des produits laitiers ont ouvert la voie, suivis par ceux du sucre et de la viande. En revanche, les cours des céréales, des huiles et des matières grasses et du coton ont baissé en 2005. De façon générale, les marchés des produits de base dans leur ensemble sont devenus plus instables enregistrant une nette tendance à la hausse des prix de nombreux produits. En ce qui concerne les marchés des produits agricoles, certains importants produits d'alimentation humaine et animale ont profité de la rigidité de l'offre et du renforcement de la demande, tandis que dans le secteur de l'énergie, le resserrement de l'offre et de la demande a entraîné une envolée des cours. Au-delà des incertitudes politiques et de la montée en flèche des prix de l'énergie, les marchés agricoles ont dû faire face l'an dernier à des phénomènes naturels d'une ampleur anormale, tels que des cyclones et des épizooties galopantes.

- La valeur des exportations mondiales de produits agricoles a beaucoup augmenté entre 2002 et 2004 après être restée stationnaire pendant plusieurs années. La part des produits agricoles dans le commerce total des marchandises a continué à baisser, poursuivant une tendance à long terme. La situation du commerce des produits agricoles des pays en développement diffère selon les régions, mais les pays les moins avancés restent de gros importateurs nets de produits agricoles. Les négociations de l'OMC sur le commerce des produits agricoles représentent une étape importante dans la réduction globale des mesures de soutien interne entraînant une distorsion des échanges et l'élimination des réglementations limitant les exportations.

- L'insuffisance des ressources affectées au secteur agricole ressort clairement du faible niveau de l'assistance extérieure à l'agriculture par rapport aux années précédentes.

Figure 1: Population sous-alimentée, par région, 2001-2003 (en millions)

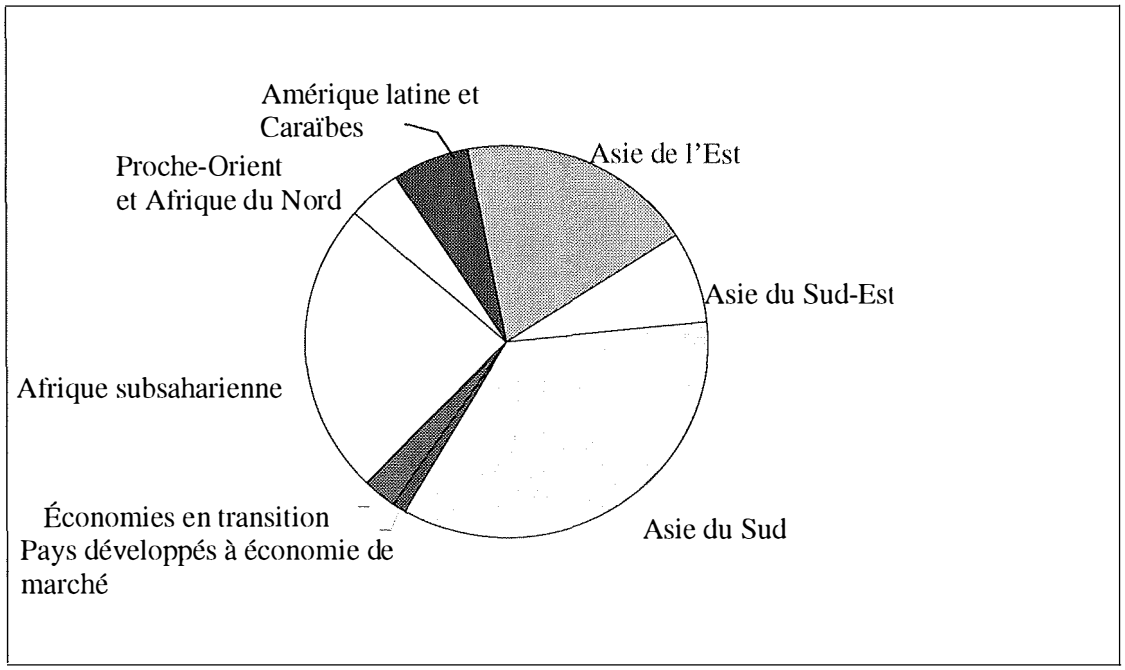


Figure 2: Population sous-alimentée, en pourcentage par région, 2001-2003

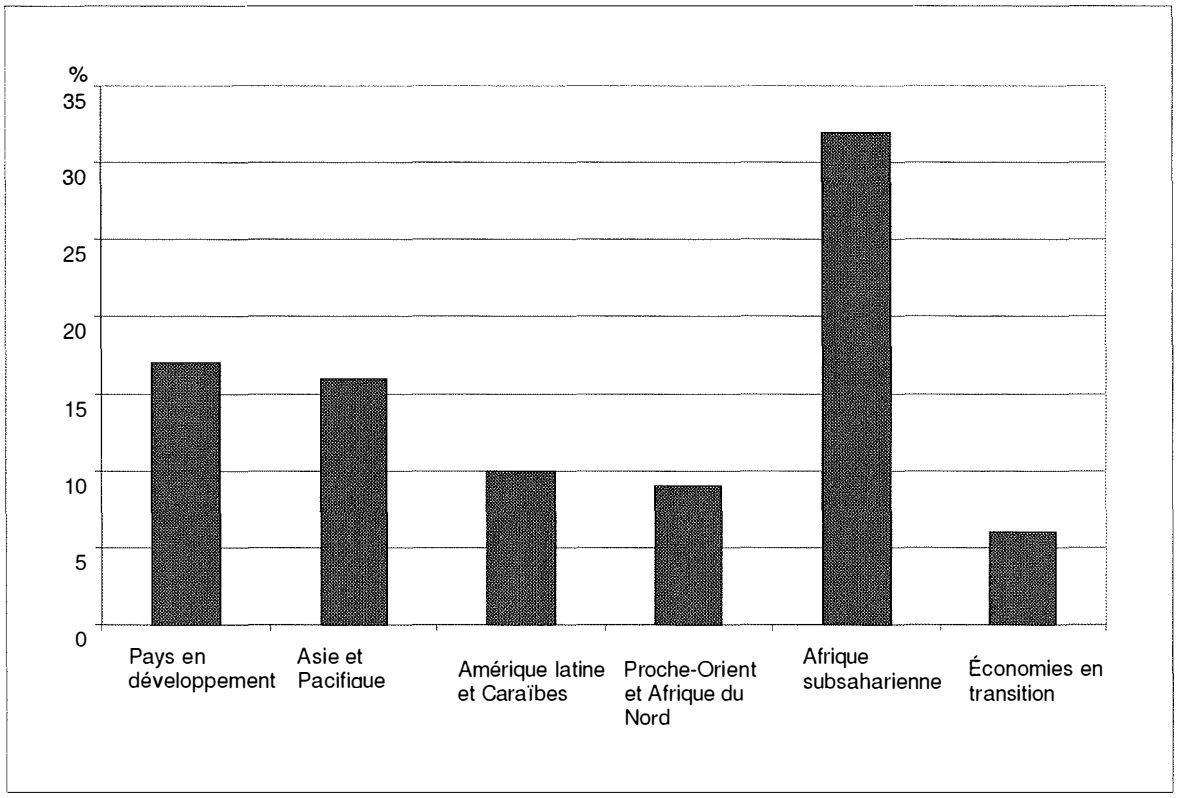


Fig. 3: Évolution du nombre de personnes sous-alimentées dans les pays en développement

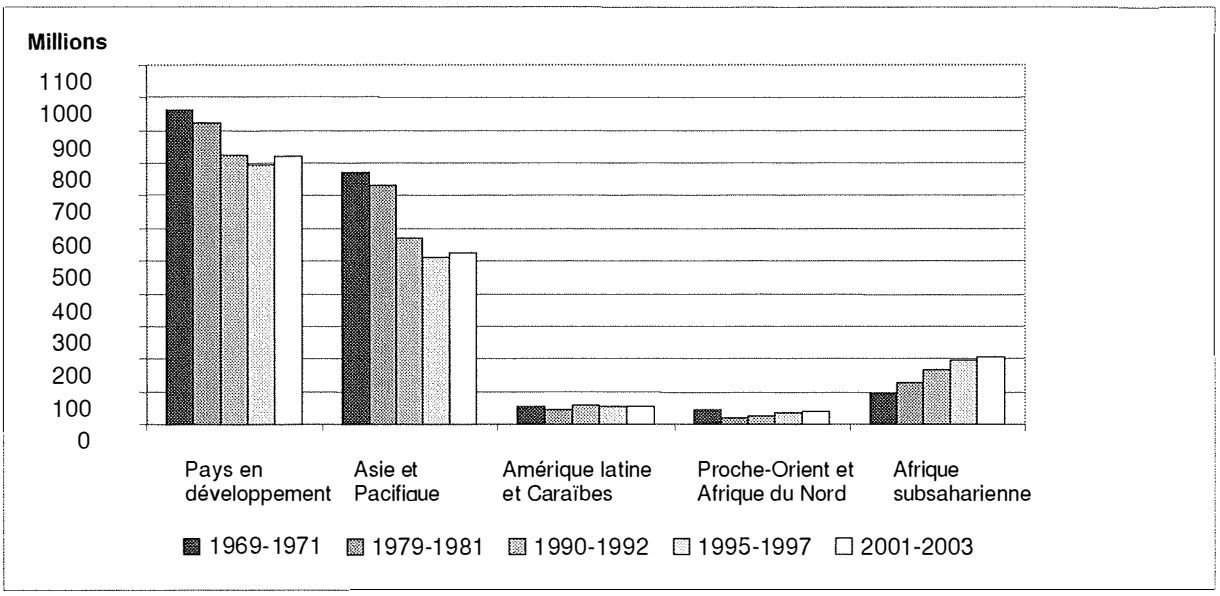


Figure 4: Évolution de la proportion de personnes sous-alimentées dans les pays en développement (en %)

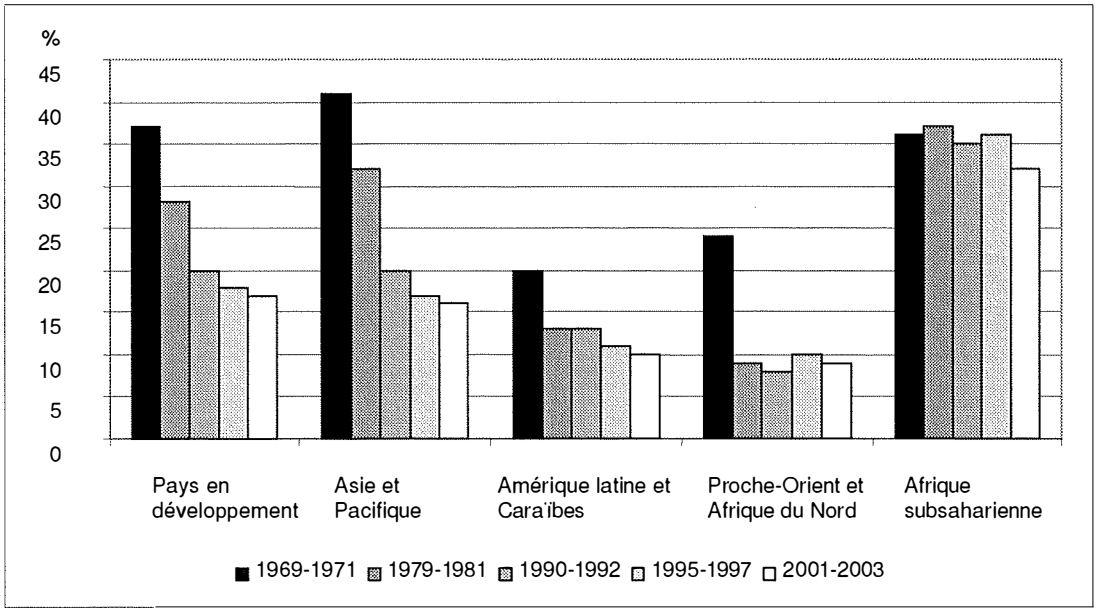
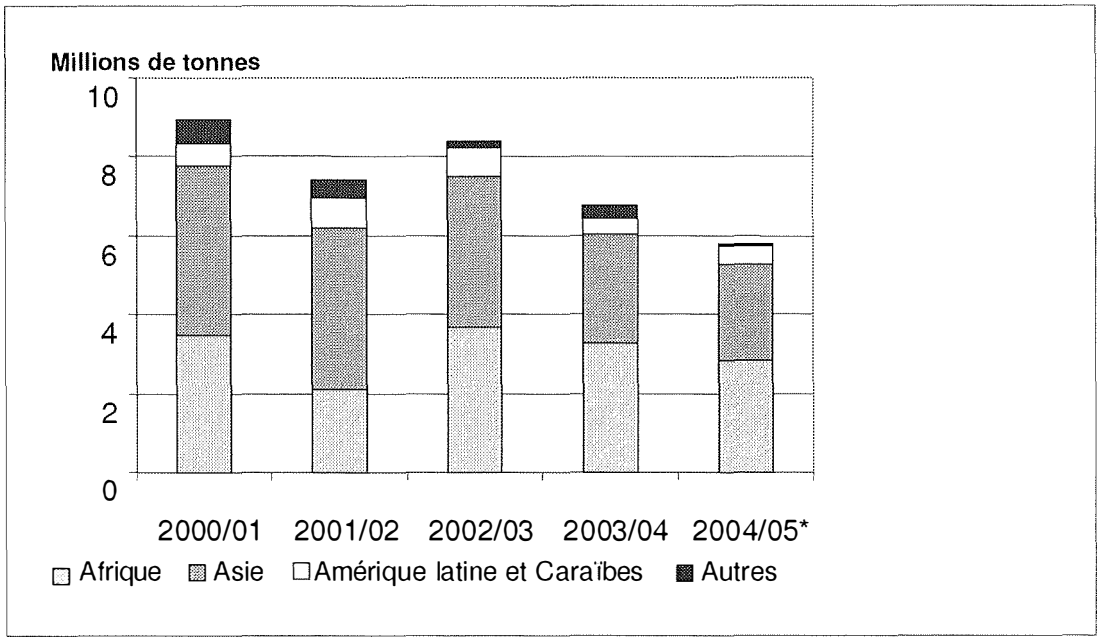


Figure 5: Bénéficiaires d'une aide alimentaire en céréales (en équivalents grains)

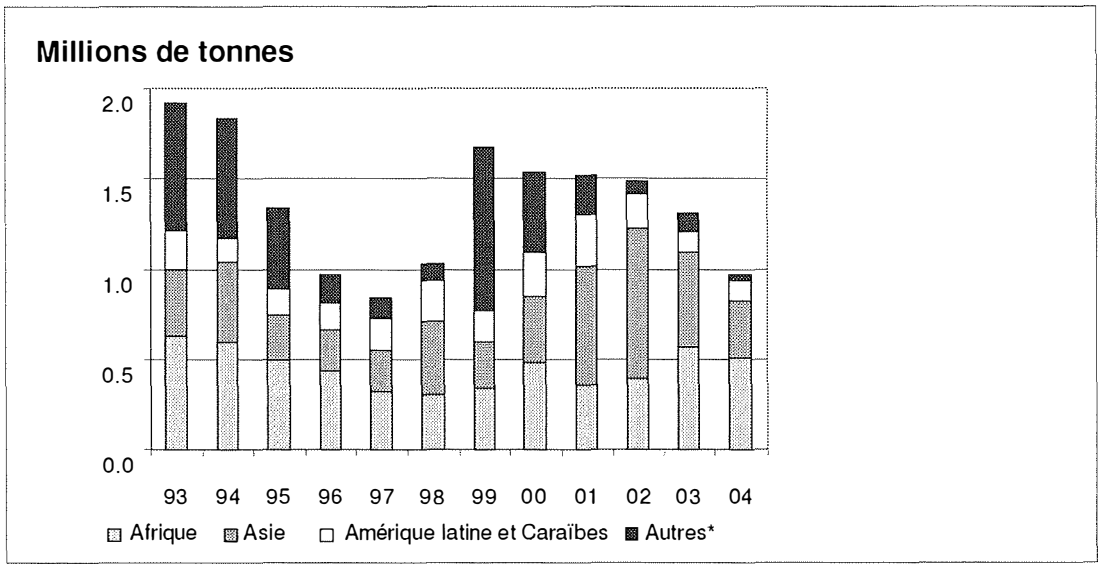


* Estimations

Note: Les années sont comptabilisées de juillet à juin. Les pays du Proche-Orient situés en Asie ont été classés dans la région Asie. Les pays du Proche-Orient situés en Afrique du Nord sont classés dans la région Afrique.

Source: Programme alimentaire mondial.

Figure 5 (suite): Bénéficiaires d'une aide alimentaire non céréalière (en équivalents grains)

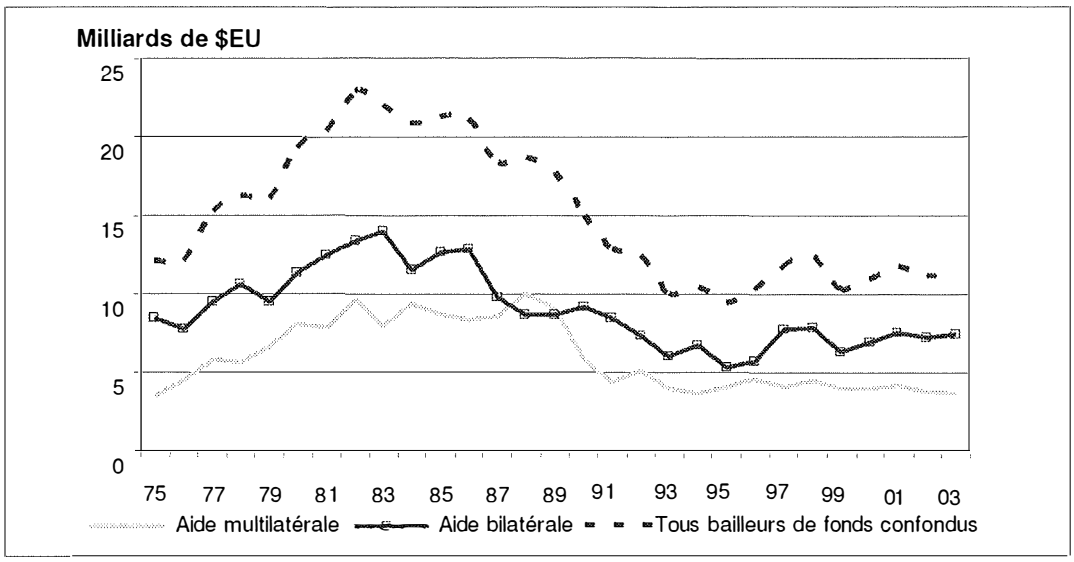


* Y compris économies en transition.

Note: Les pays du Proche-Orient situés en Asie sont classés dans la région Asie. Les pays du Proche-Orient situés en Afrique du Nord sont classés dans la région Afrique.

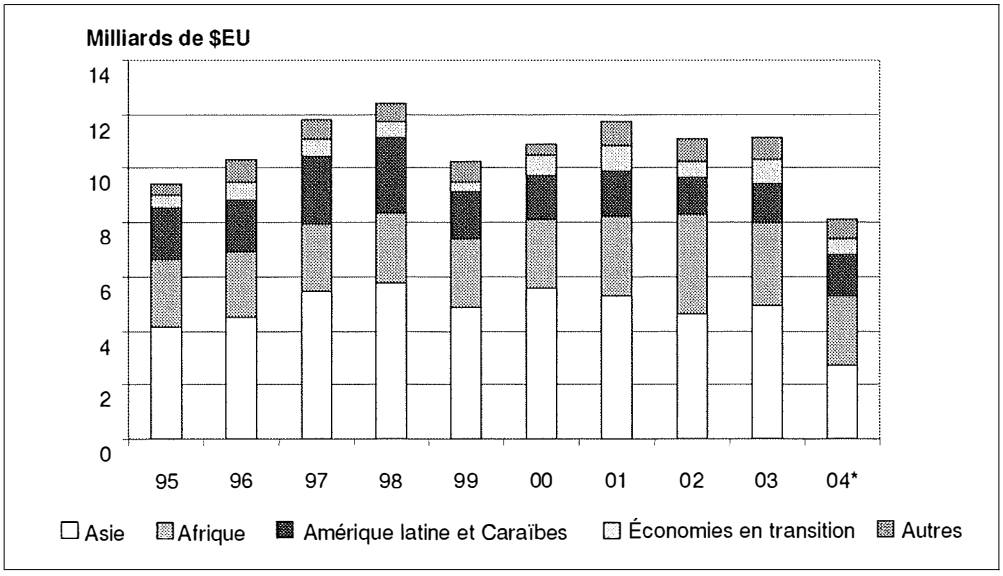
Source: Programme alimentaire mondial.

Figure 6: Évolution à long terme de l'aide extérieure à l'agriculture, 1975-2003 (prix constants de 2000)



Source: FAO.

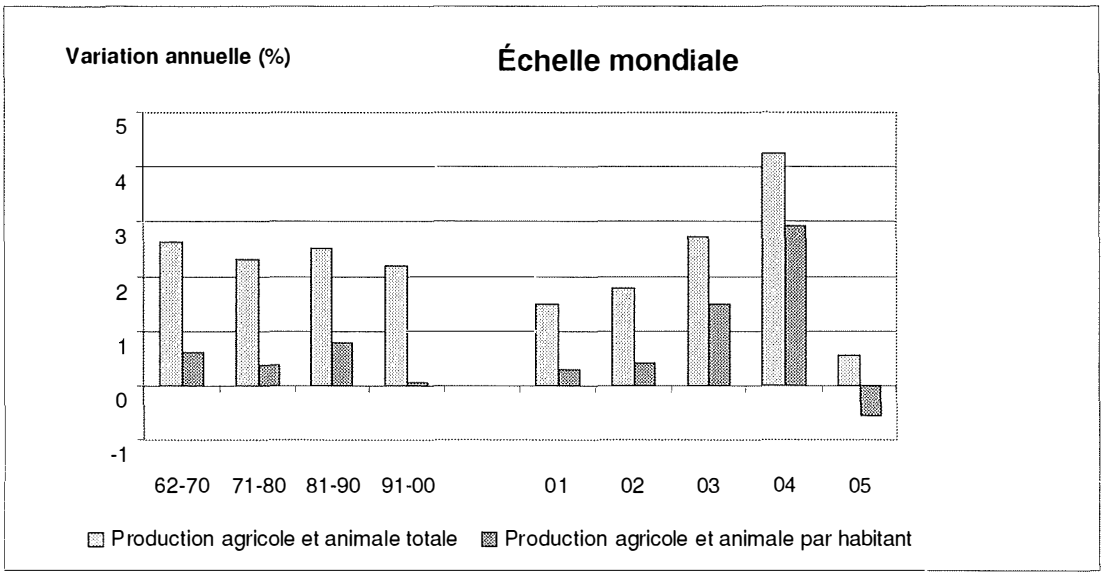
Figure 7: Engagements relatifs à l'aide extérieure à l'agriculture, par grande région bénéficiaire (prix constants de 2000)



* Données provisoires.

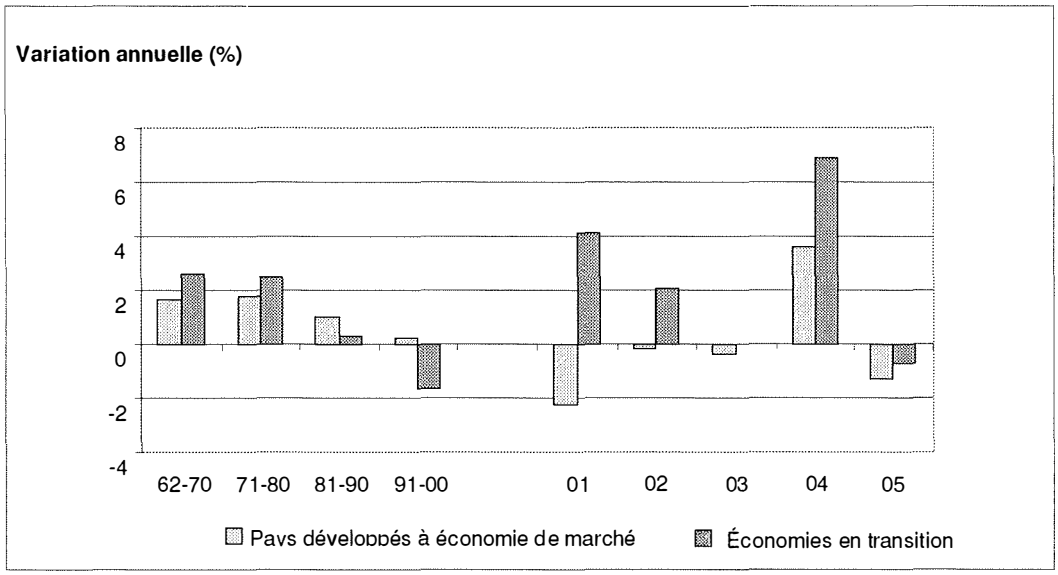
Source: FAO.

Figue 8: Variation de la production agricole et animale totale et par habitant



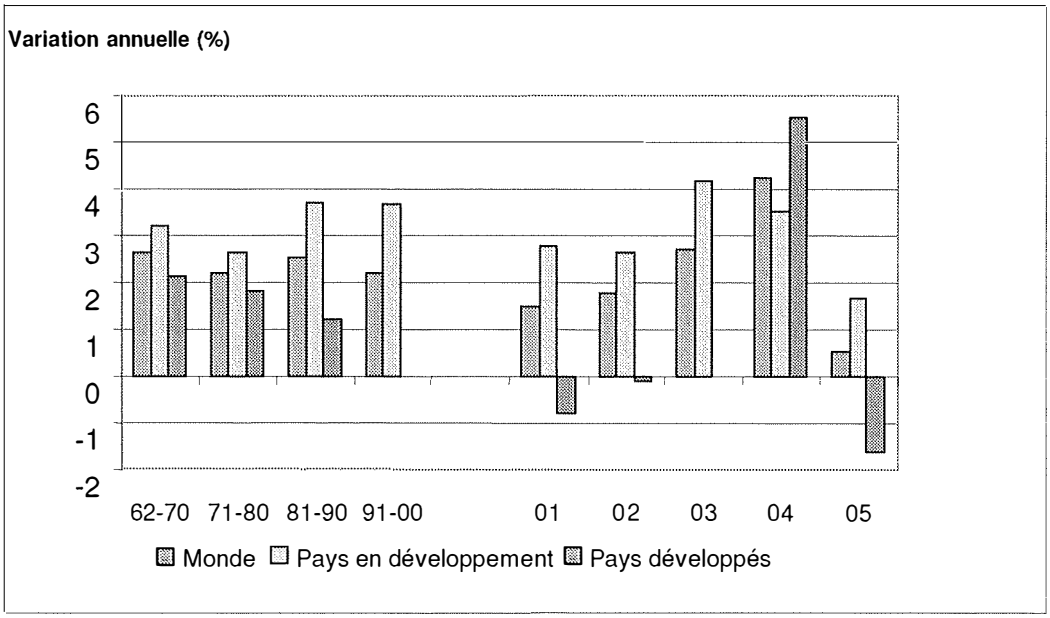
Source: FAO, FAOSTAT.

Figure 9: Variation de la production végétale et animale



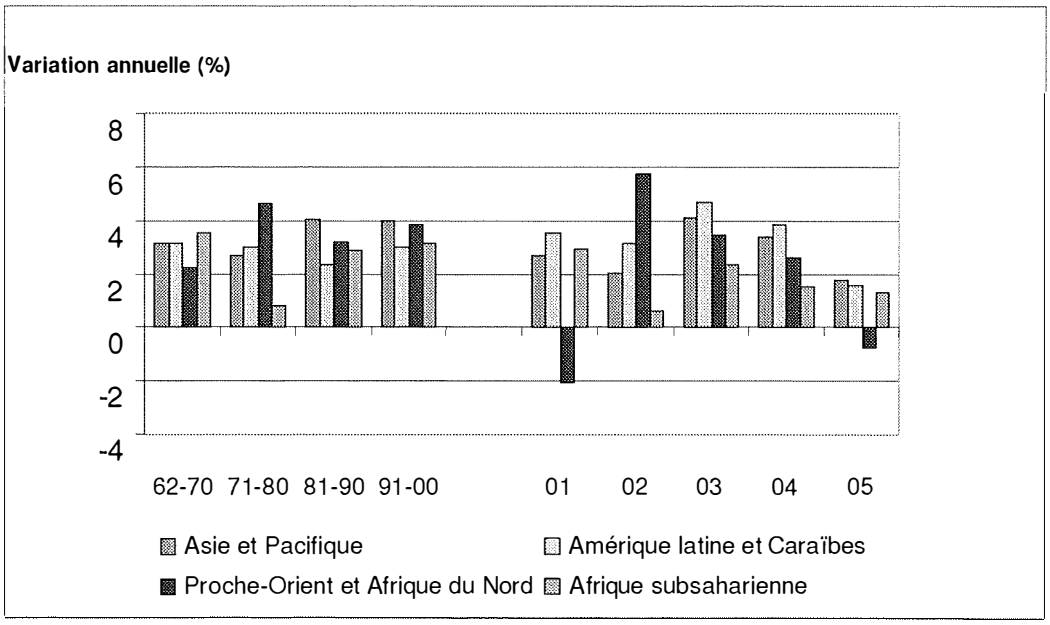
Source: FAO, FAOSTAT.

Figure 9: Variation de la production végétale et animale totale



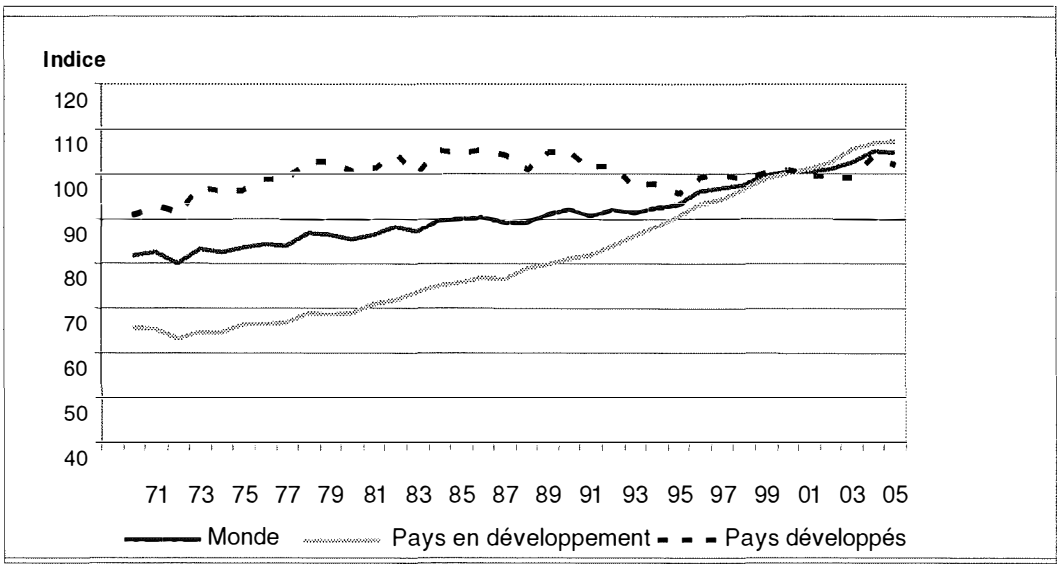
Source: FAO, FAOSTAT.

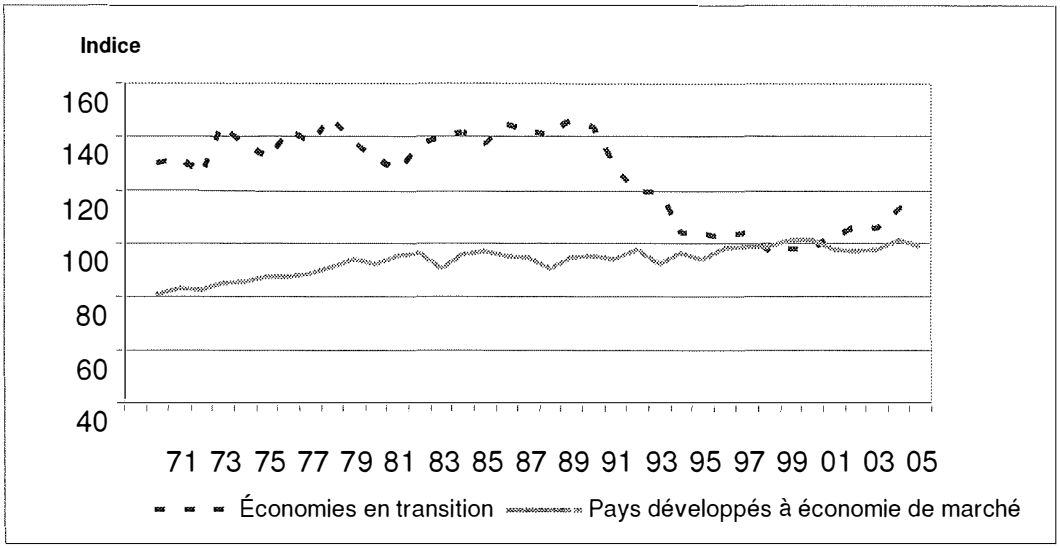
Figure 9: Variation de la production végétale et animale totale des pays en développement, par région

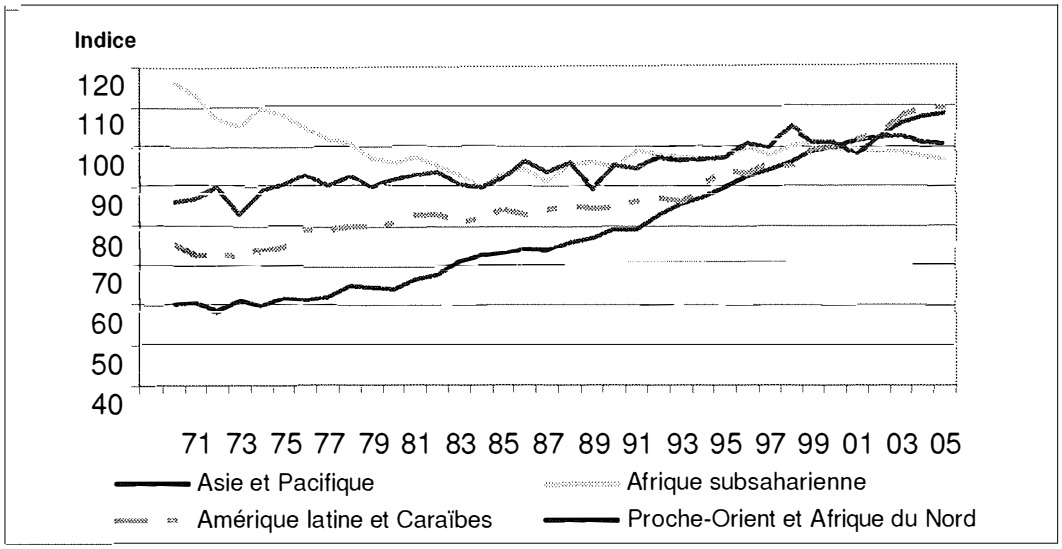


Source: FAO, FAOSTAT.

Figure 10: Tendances à long terme de la production vivrière par habitant, par région et par groupe de pays (Indice 1999-2001 = 100)

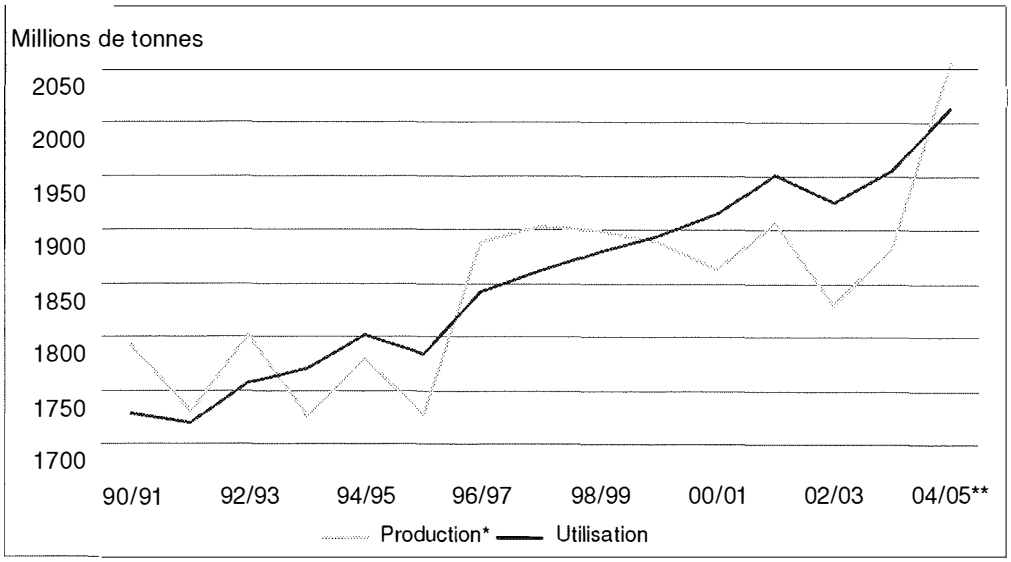






Source: FAO, FAOSTAT.

Figure 11: Production et utilisation mondiales de céréales

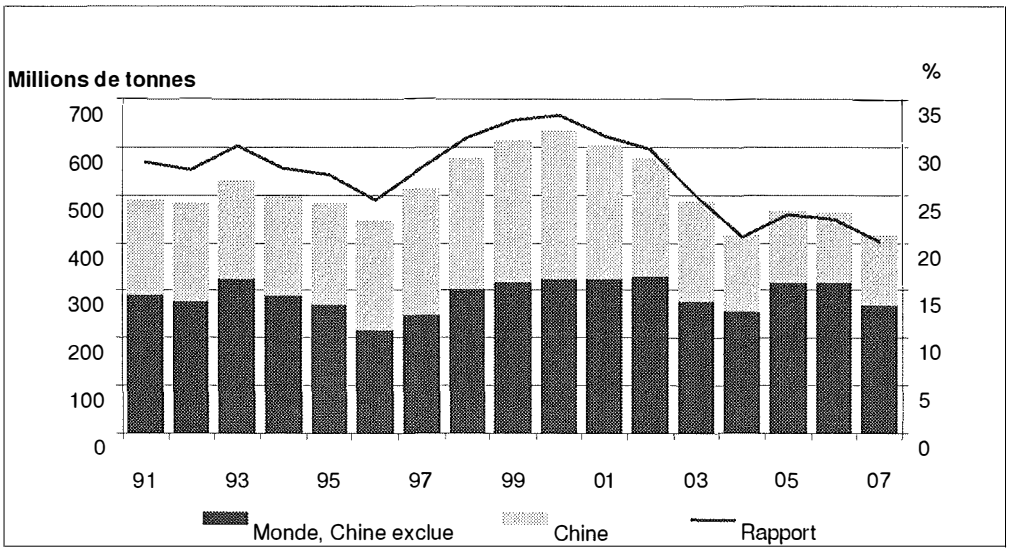


* Les données concernent la première année mentionnée. ** Prévisions.

Source: http://www.fao.org/docrep/009/j7511f/j7511f02.htm

FAO - Perspectives de récoltes et situation alimentaire n°1, avril 2006.

Figure 12: Stocks céréaliers mondiaux et rapport stocks/utilisation*

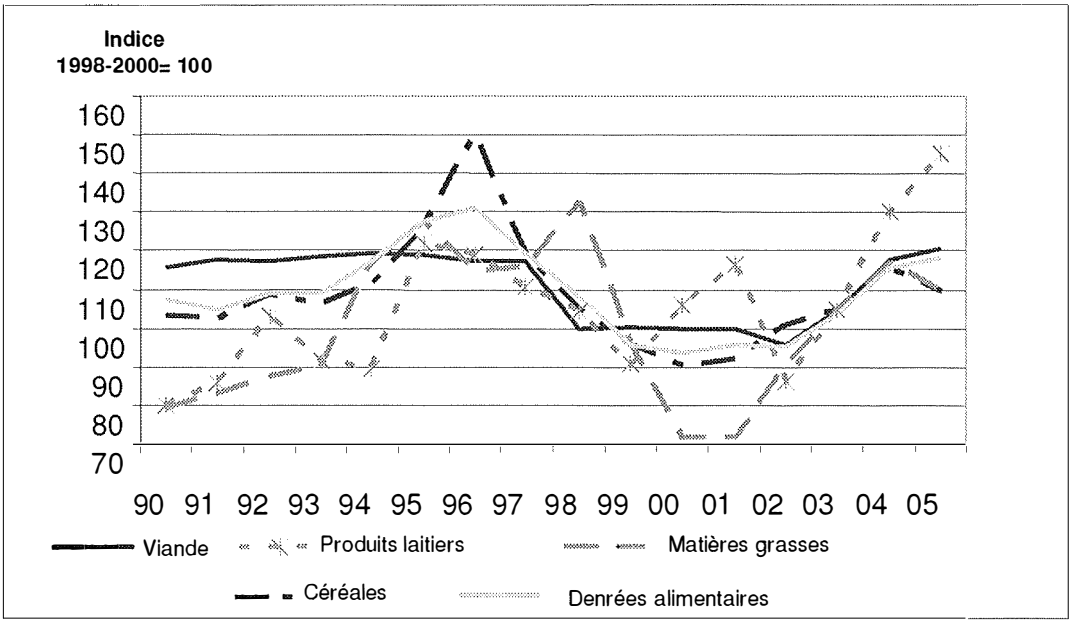


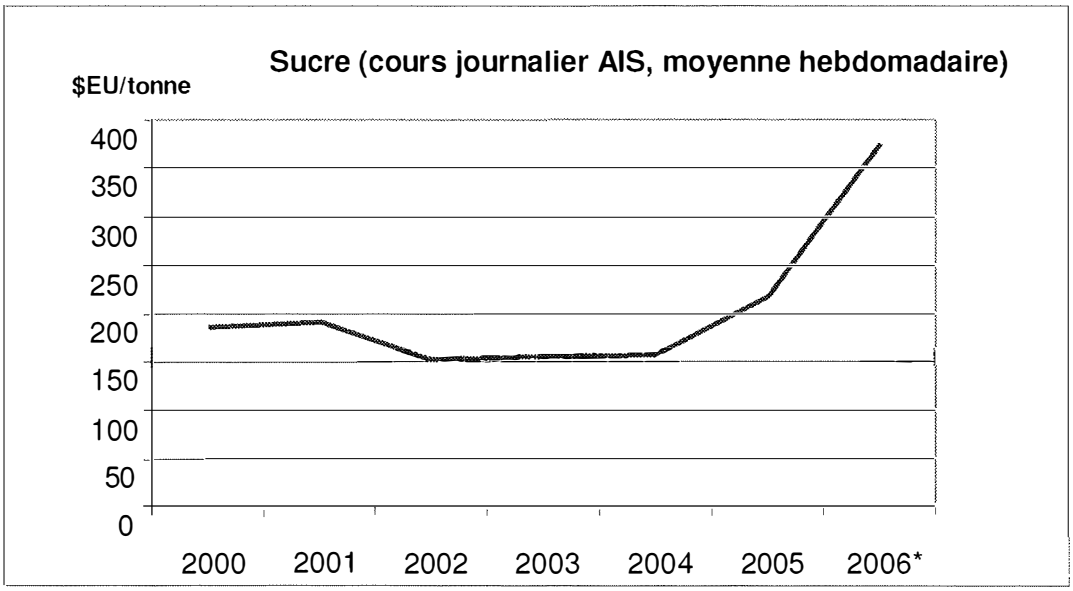
*: Les données relatives aux stocks sont fondées sur l'ensemble des stocks de report à la fin des campagnes nationales et ne représentent pas le stock mondial à un moment donné.

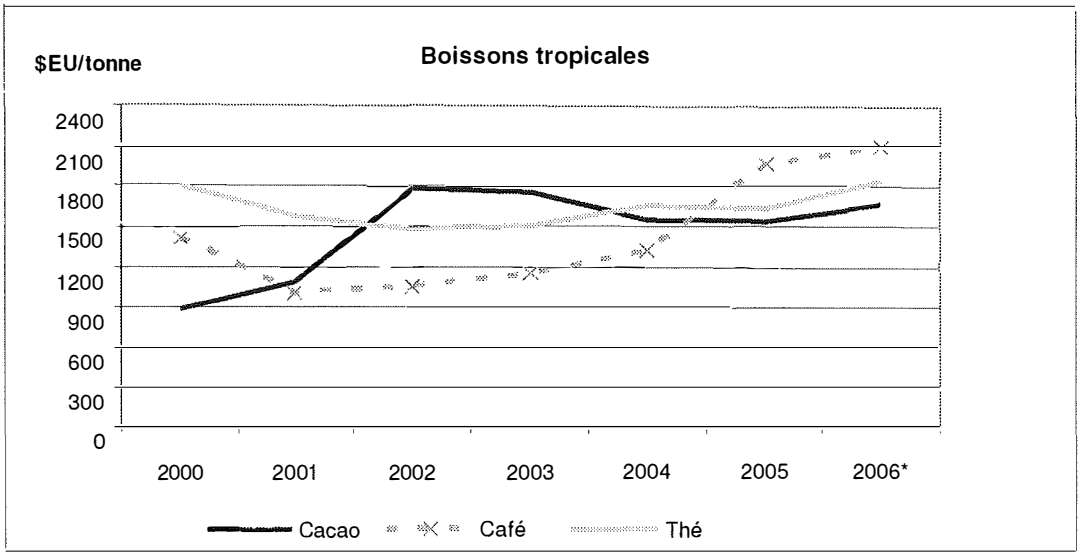
**: prévisions.

Source: FAO.

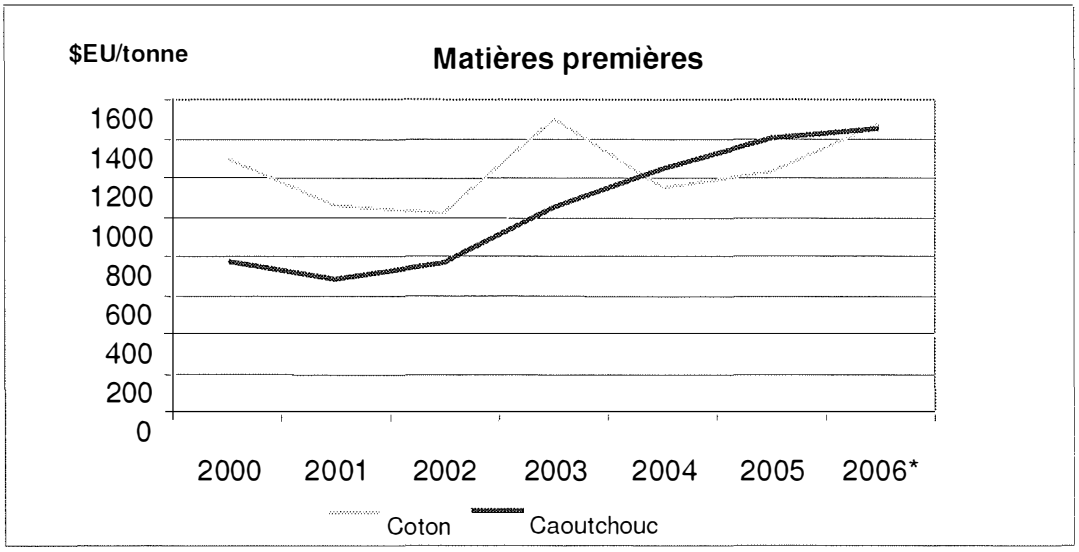
Figure 13: Cours des produits de base: tendances







Note: Cacao: cours journalier de l'ICCO, moyenne hebdomadaire. Café: cours journalier de l'OIC, moyenne hebdomadaire. Thé: Volume total, cours des enchères de Mombasa, lundi.

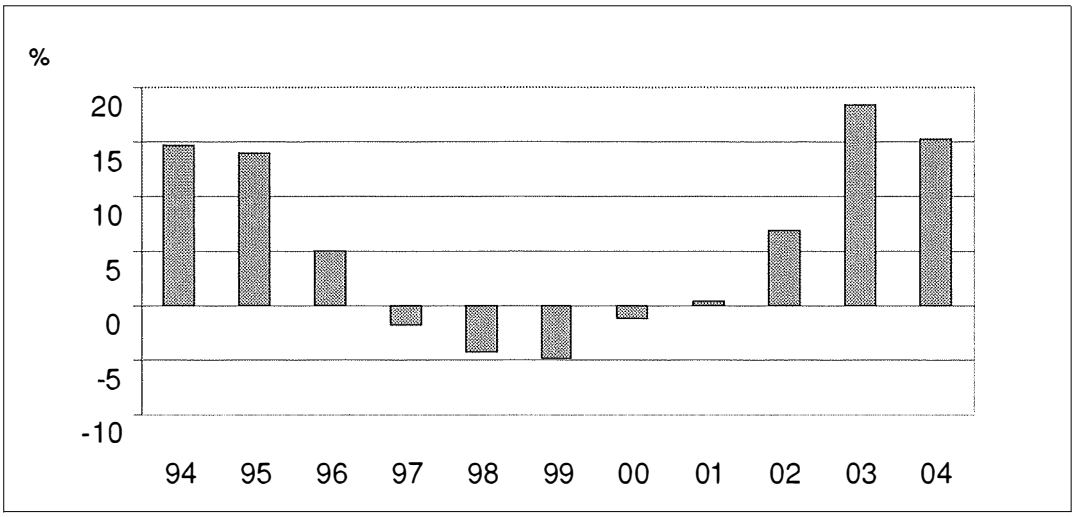


Note: Coton: Cotlook, indice "A"1-3/32, vendredi. Caoutchouc: RSS1, transaction au comptant, Londres, mercredi (jusqu'en 2001) et RSS1, transaction au comptant Kuala Lumpur (à compter de 2002).

Source: FAO.

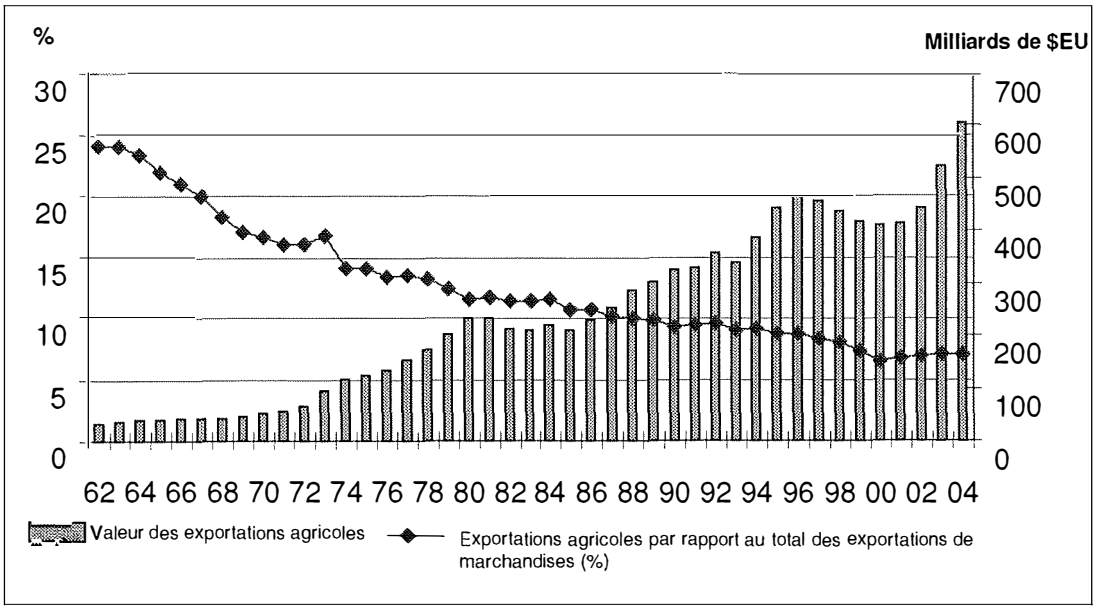
*: Les données relatives à 2006 sont fondées sur une moyenne sur cinq mois pour le sucre, le cacao et le café et sur une moyenne sur quatre mois pour le thé.

Figure 14: Variations annuelles de la valeur des exportations agricoles mondiales



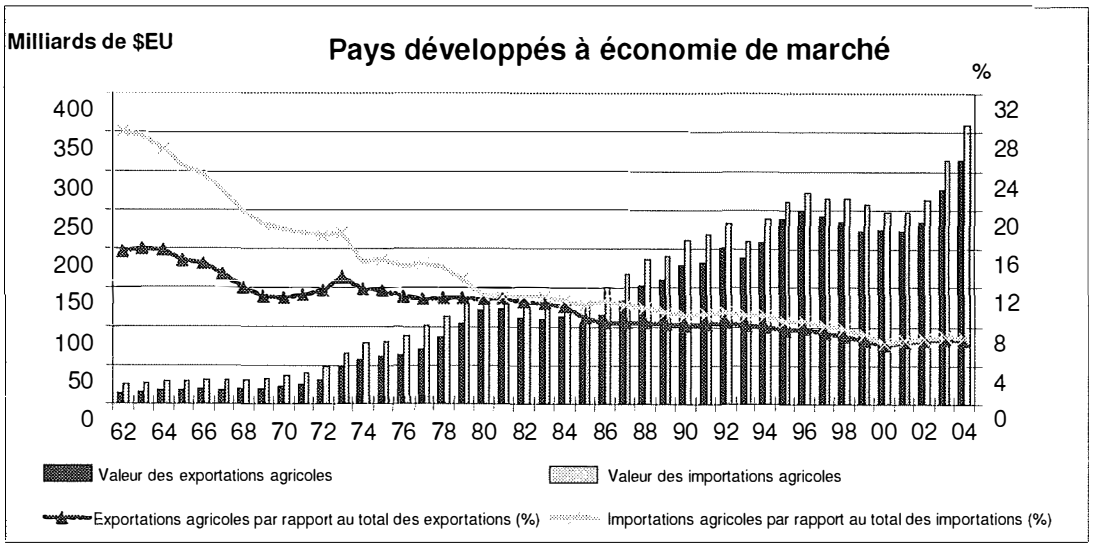
Source: FAO.

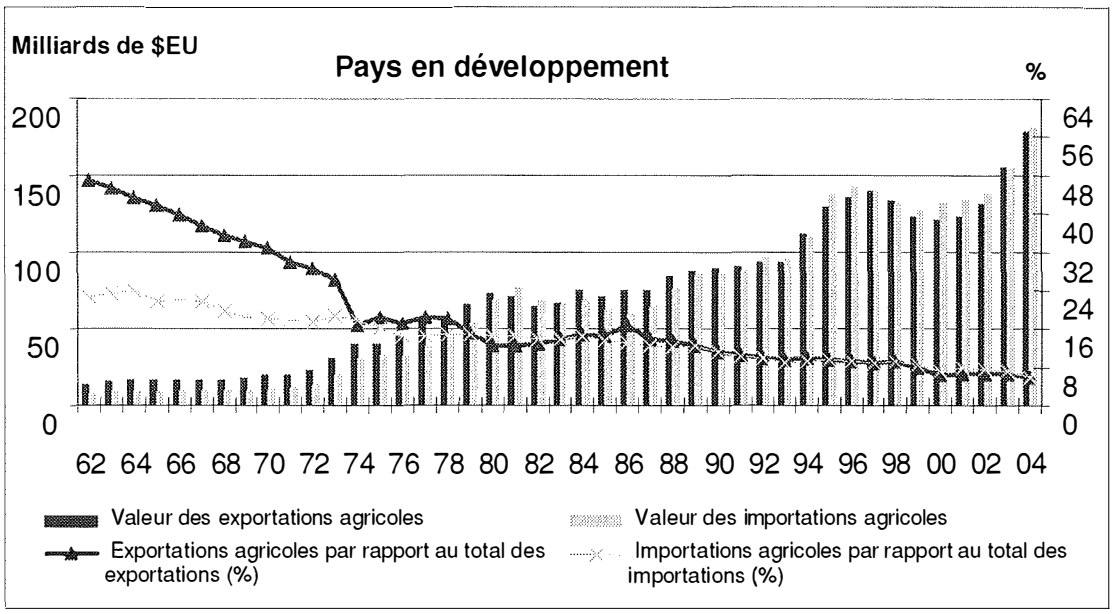
Figure 15: Exportations agricoles mondiales

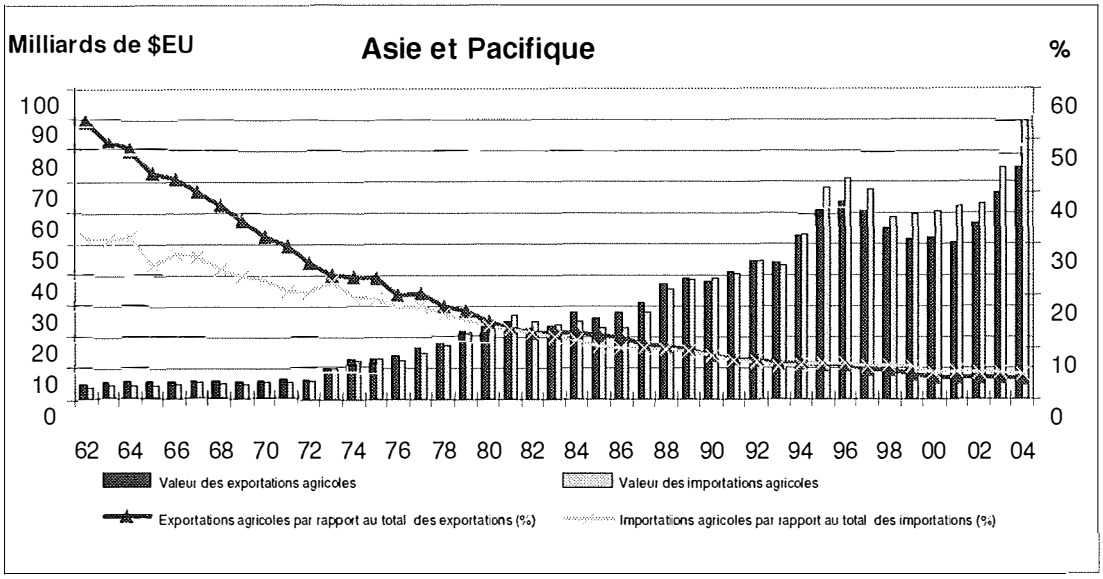


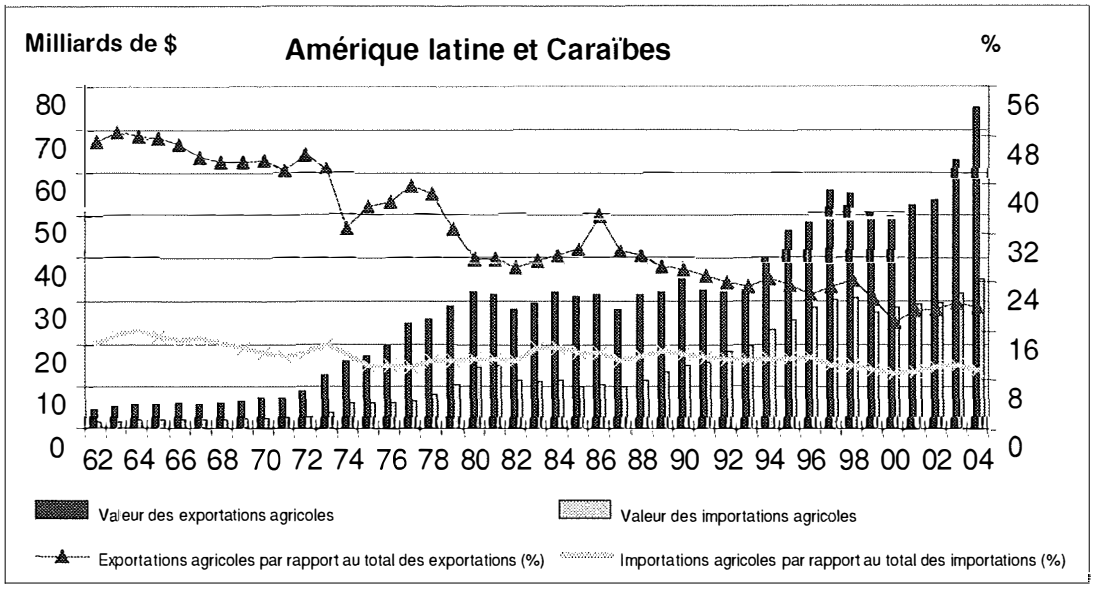
Source: FAO.

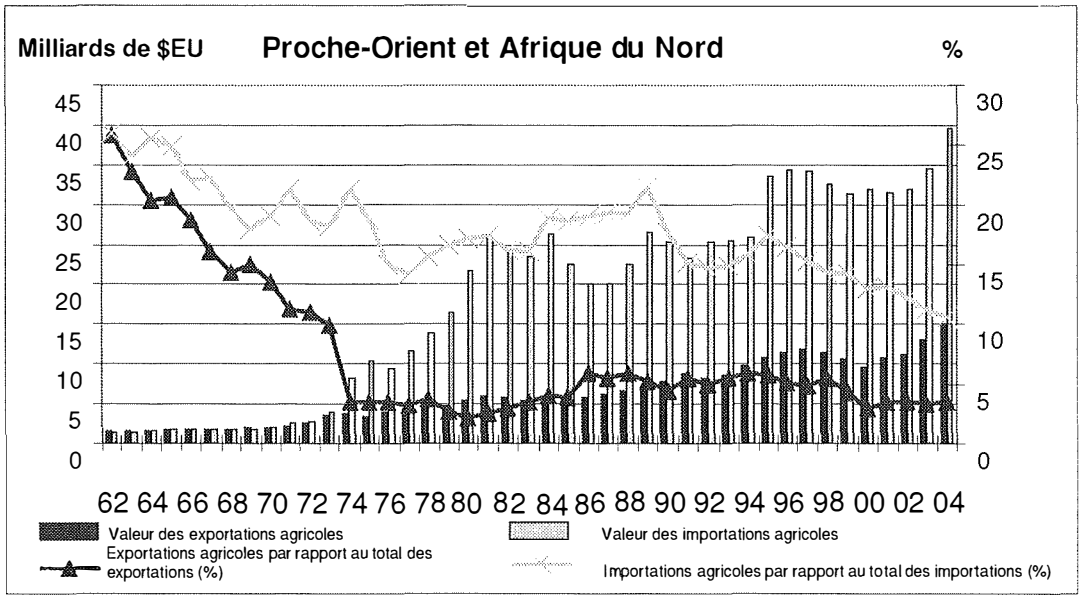
Figure 16: Exportations et importations agricoles par région
(en valeur et en pourcentage des exportations et importations de marchandises)

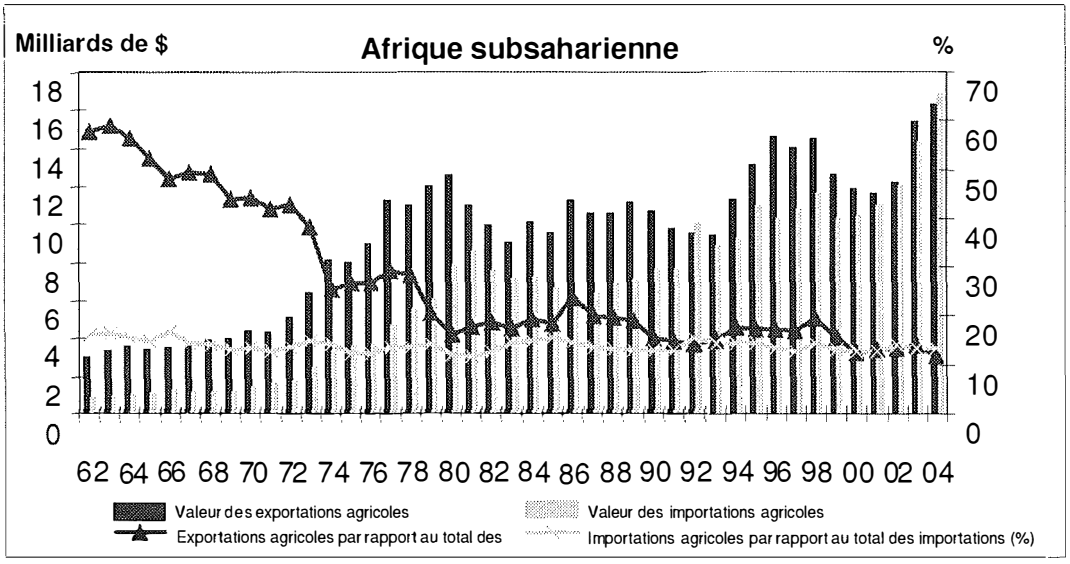





Milliards de $EU
Asie et Pacifique
%
100
90
80
70
60
50
40
30
20
10
0
60
50
40
30
20
10
0
62 64 66 68 70 72 74 76 78 80 82 84 86 88 90 92 94 96 98 00 02 04
Valeur des exportations agricoles
Valeur des importations agricoles
Exportations agricoles par rapport au total des exportations (%)
Importations agricoles par rapport au total des importations (%)

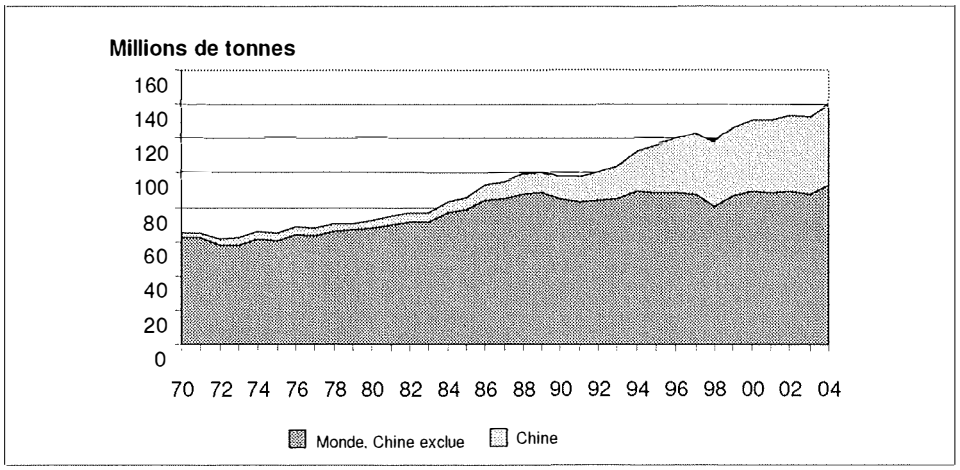

Milliards de $
Amérique latine et Caraïbes
%
80
70
60
50
40
30
20
10
0
56
48
40
32
24
16
8
0
62 64 66 68 70 72 74 76 78 80 82 84 86 88 90 92 94 96 98 00 02 04
Valeur des exportations agricoles
Valeur des importations agricoles
Exportations agricoles par rapport au total des exportations (%)
Importations agricoles par rapport au total des importations (%)





Source: FAO, FAOSTAT.

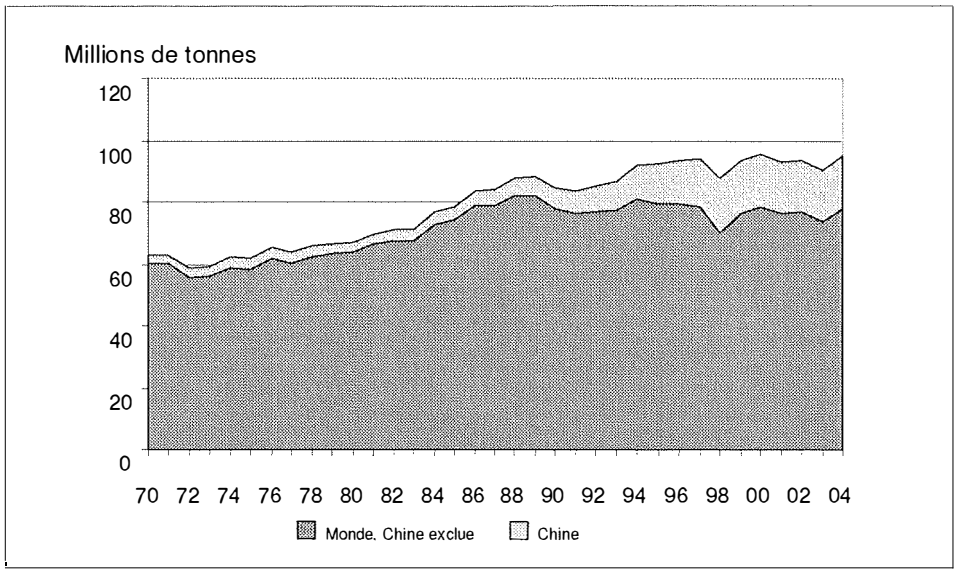
Figure 17: Production mondiale de poisson – Chine et reste du monde



Note: Les données ne tiennent pas compte de la production de mammifères marins, de crocodiles, de coraux, d'éponges, de coquillages et de plantes aquatiques.

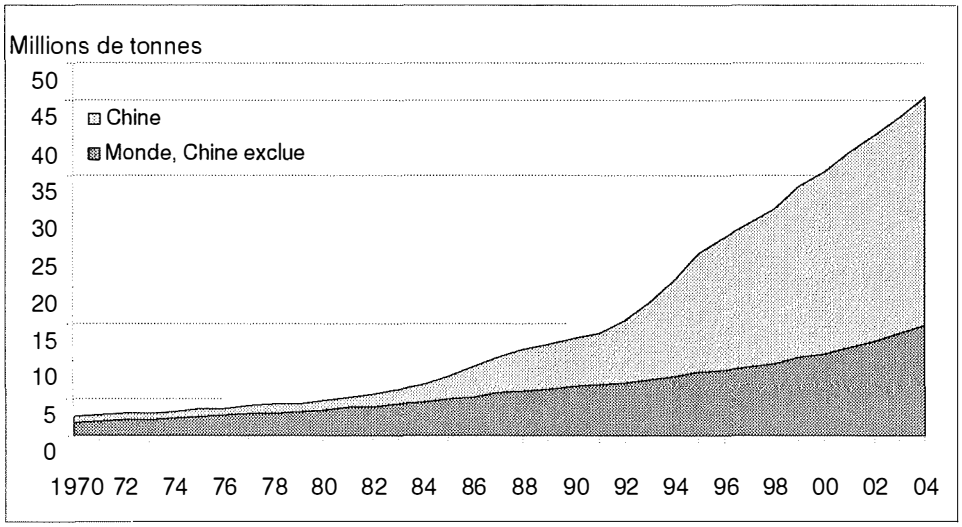
Source: FAO.

Figure18: Production des pêches de capture – Chine et reste du monde



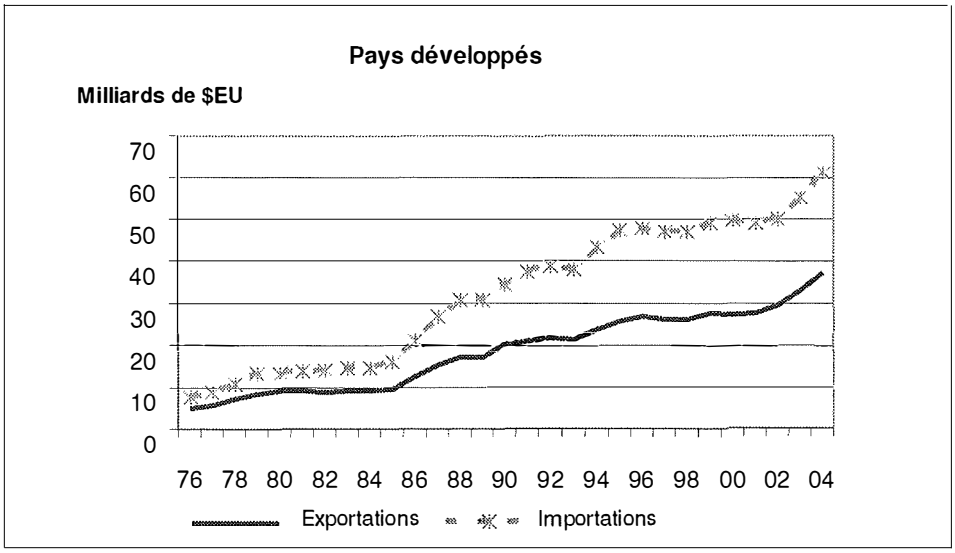
Source: FAO.

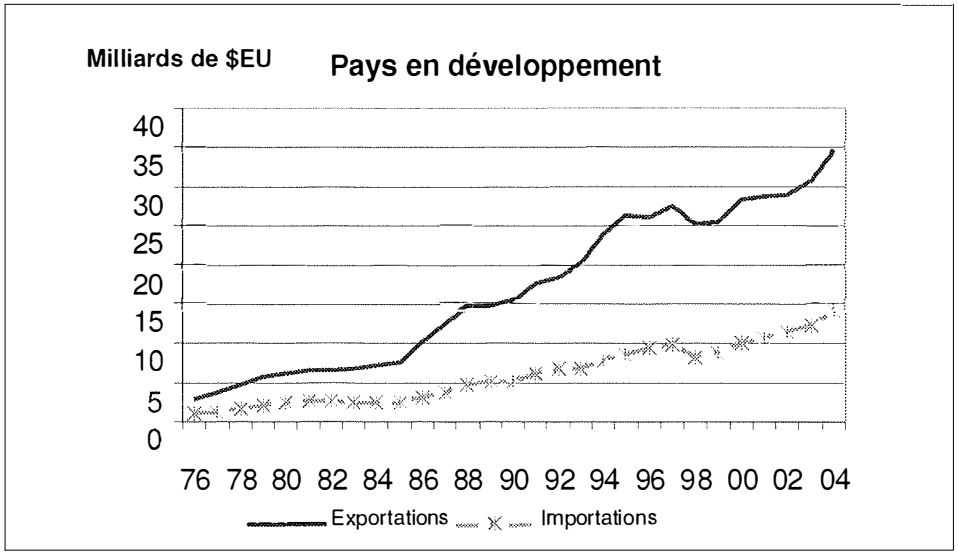
Figure 19: Production aquacole – Chine et reste du monde



Source: FAO.

Figure 20: Exportations et importations de produits de la pêche: pays développés et pays en développement



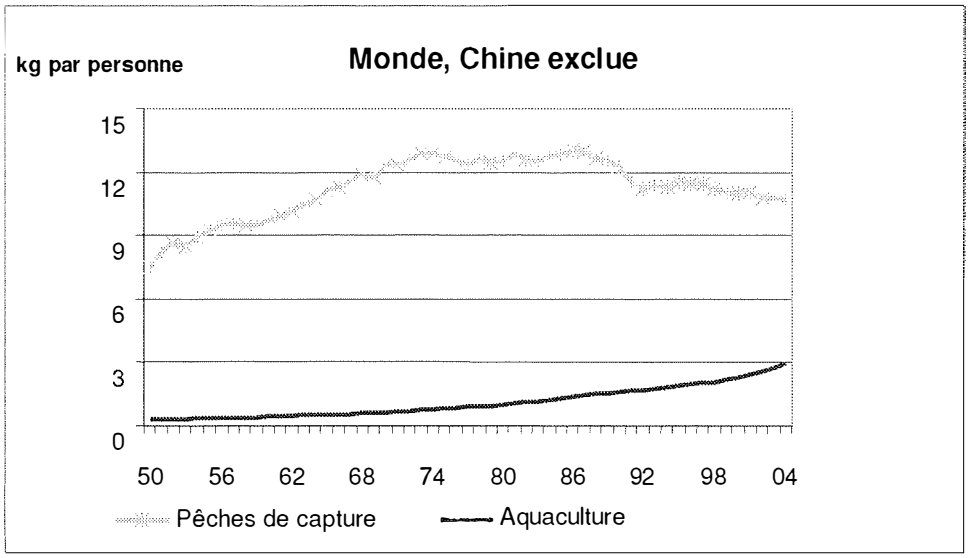


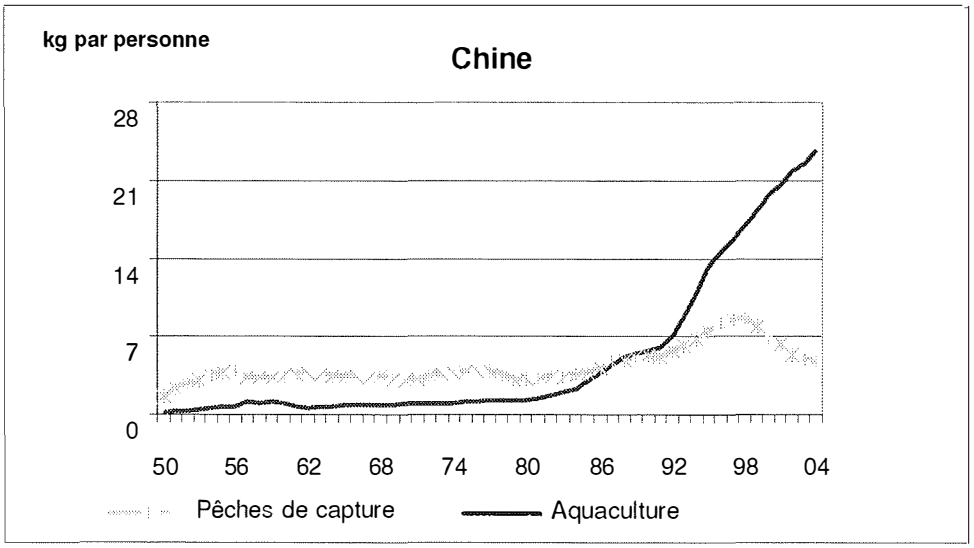
Note: Les données ne tiennent pas compte de la production de mammifères marins, de crocodiles, de coraux, d'éponges, de coquillage et de plantes aquatiques.

Source: FAO.

Figure 21: Disponibilités par personne de poisson de capture et d'aquaculture

Chine et reste du monde





Source: FAO.

Figure 22: Production mondiale de bois rond

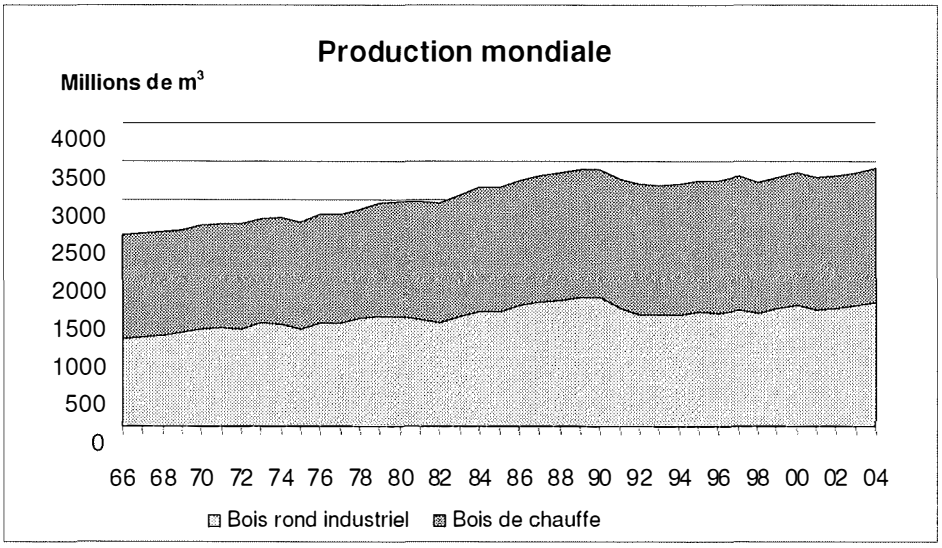
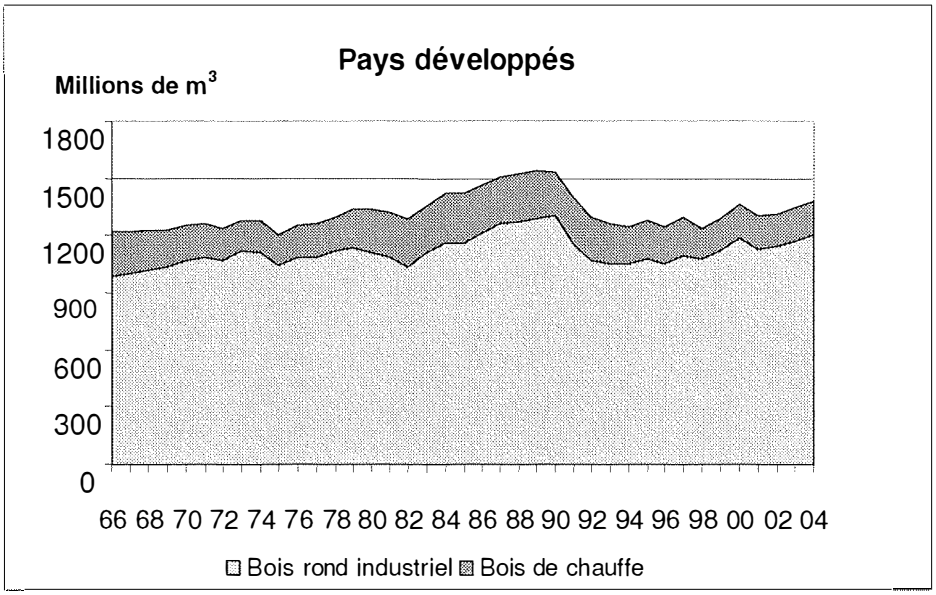
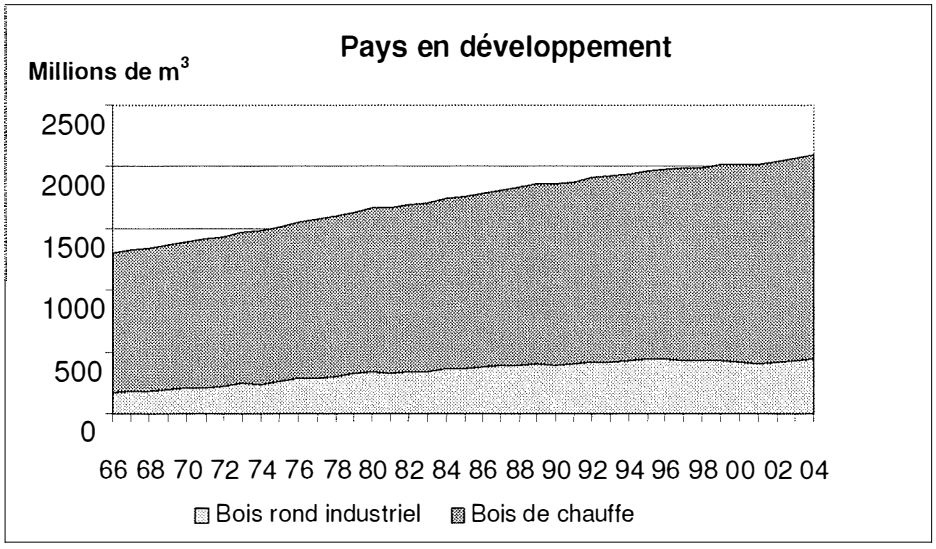


Figure 23: Production de bois rond, pays développés et pays en développement





Source: FAO.